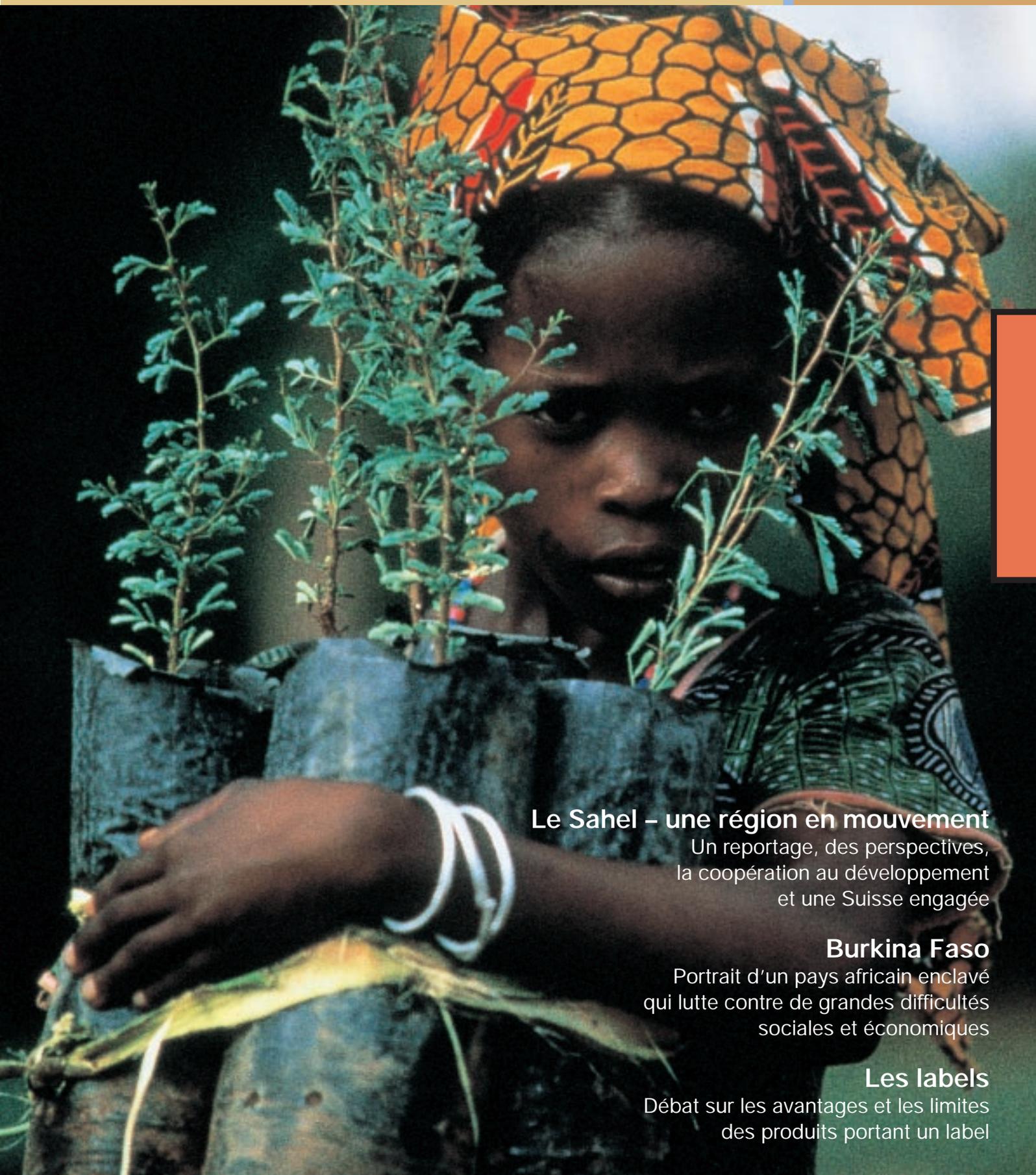


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°4
DÉCEMBRE 1999
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



Le Sahel – une région en mouvement

Un reportage, des perspectives,
la coopération au développement
et une Suisse engagée

Burkina Faso

Portrait d'un pays africain enclavé
qui lutte contre de grandes difficultés
sociales et économiques

Les labels

Débat sur les avantages et les limites
des produits portant un label

DOSSIER



SAHEL

Voyage à travers le Sahel

De nouvelles approches de la politique de développement, des réformes structurelles et une relative stabilité politique ont favorisé l'essor de la région. Reportage

4

L'eau, vitale mais insoumise

Un entretien avec Ananda Tiega, collaborateur scientifique auprès de la Convention sur les zones humides

8

Sable meurtrier

À propos de la lutte contre la désertification

10

Adieu à la technocratie

Les activités du Club du Sahel sous la présidence suisse

12

DDC interne

23

FORUM



Le Nord veut des labels, le Sud les paie

Les avantages et les limites des labels, vus par Sava Buncic, de la Fondation Max Havelaar, Maria Nazareth Farani Azevêdo, de la mission brésilienne auprès de l'ONU, et Nadine Speich, de la DDC

24

Carte blanche

L'auteur et compositeur sicilien Pippo Pollina parle de la musique et de son évolution personnelle

27

DES PAYS ET DES GENS



BURKINA FASO

Le Burkina sans danseurs ni musiciens

Cet État enclavé au cœur de l'Afrique occidentale est l'un des dix pays les plus pauvres de la planète

14

L'État, ce corps étranger

Alain Édouard Traoré porte un regard critique sur son pays

18

CULTURE



Les enfants-soldats du Libéria

Un documentaire émouvant réalisé par la Zurichoise Alice Schmid

28

Écho de voix féminines au Niger

De jeunes Nigériennes scolarisées grâce aux ventes d'un CD

30

Éditorial	1
Périscope	2
Opinion DDC	19
Au fait, qu'est-ce que l'urbanisation ?	23
Service	31
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

Camping forcé au Kosovo

Un but à court terme de l'aide humanitaire : offrir à chaque famille un abri pour l'hiver

20

Reconstruire après Mitch

La situation un an après le passage de l'ouragan Mitch en Amérique centrale

22

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Edi torial



En Amérique, même les chiens fument. C'est ce que nous a rapporté un berger peul que nous avons rencontré avec son troupeau quelque part dans le nord du Mali, au Sahel. Il avait vu cela dans la ville de Mopti, de ses propres yeux... à la télévision.

Ce berger avait peut-être suivi un reportage sur le tabagisme chez les chiens de laboratoire ou un dessin animé. Il avait aussitôt fait le rapprochement avec le cliché de l'opulence du Nord, où même les chiens obtiennent tout ce qu'ils veulent.

Nous en faisons sans doute autant lorsque nous parlons du Sahel, cette bande de terre semi-aride au sud du Sahara qui traverse l'Afrique du Sénégal au Soudan, en passant par le Mali et le Burkina Faso.

Le Sahel éveille en nous une série de clichés généralement négatifs: famine et sécheresse, guerre et corruption, gouvernements mendiant l'aide internationale. Les clichés sont tenaces et souvent bien loin de la réalité.

Prenons le cas de la famine. La dernière grande sécheresse qui ait sévi au Sahel remonte à plusieurs années déjà. C'est en 1984 et 1985 que de larges parts des récoltes ont été détruites dans la région (mais également en Afrique australe). Quelques millions d'individus ont souffert de la faim. Nombre d'entre eux ont vu mourir leur bétail ou perdu tout ce qu'ils possédaient. Pourtant, on trouvait dans la région des excédents de riz et de millet. La DDC a ainsi acquis des denrées alimentaires et des semences pour

l'équivalent de 1,5 million de francs, qu'elle a mis à disposition des nomades et des paysans démunis dans le nord du Mali. Ce n'était pas un cadeau. La nourriture était distribuée en échange de travaux d'intérêt commun, de sorte que les villageois n'ont jamais été des assistés. Ils ont par exemple creusé des puits et construit des kilomètres de canaux pour amener l'eau du Niger jusque chez eux.

Même pendant cette sécheresse, la majorité des habitants du Sahel ont mangé à leur faim, comme d'ailleurs 99 pour cent des 750 millions d'Africains. Cela n'a pas empêché les médias de qualifier l'Afrique de «continent affamé».

En consacrant ce numéro d'*Un seul monde* au Sahel, nous voulons abolir certains clichés. Nous voulons montrer à quel point les habitants du Sahel savent être inventifs et novateurs, exposer les problèmes qu'ils doivent encore résoudre et comment nous, habitants du Nord, pouvons les y aider.

Toni Linder
Chef a.i. médias et communication DDC

(De l'allemand)

PÉRISCOPE



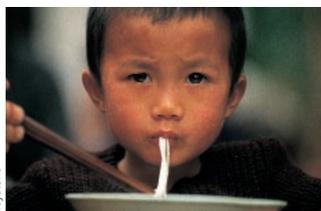
Keystone

L'humanité plafonnée

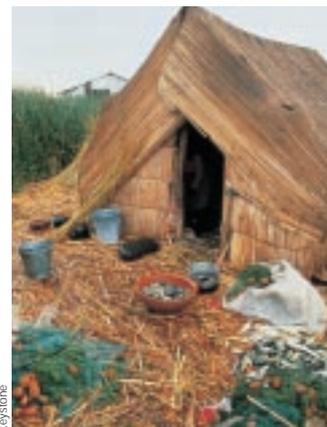
(bf) La Terre compte aujourd'hui six milliards d'habitants. À l'occasion d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la population et au développement, la communauté internationale a adopté un plan visant à réduire la croissance démographique, pour que la population mondiale ne dépasse pas 9,8 milliards d'ici l'année 2050. La nouvelle stratégie vise d'une part à renforcer la position des femmes et d'autre part à garantir le respect des «droits, des obligations et de la responsabilité des parents», ainsi que des valeurs culturelles et des traditions religieuses. D'ici à 2005, les gouvernements devront par ailleurs assurer aux jeunes l'accès aux informations, à la formation et aux services leur permettant de se prémunir contre les maladies contagieuses. Le plan accorde pour la première fois aux jeunes le droit à l'éducation sexuelle et aux moyens d'éviter des grossesses non désirées. La conférence prévoit que les actions entreprises jusqu'en 2050 pour maîtriser la croissance démographique coûteront bientôt environ 17 milliards de dollars par an. Les deux tiers de cette facture seront assumés par les pays en développement et le reste par les nations industrialisées.

Baguettes à la tronçonneuse

(bf) La Chine utilise trop de baguettes. Selon le professeur Shen Guofang, de l'Université forestière de Pékin, cette consommation incontrôlée n'est pas seulement la cause de déboisements excessifs. Elle est aussi responsable de l'érosion du sol ainsi que des grandes inondations de ces dernières années. Les 60 000 restaurants de la seule ville de Chengdu, capitale mondiale connue de la cuisine du Sichuan, accueillent chaque jour des centaines de milliers de clients qui mangent avec des baguettes dont la fabrication a exigé l'abattage de quelque 4 000 mètres cubes de bois. La Chine est le plus grand producteur, consommateur et exportateur de baguettes: chaque année, 25 millions d'arbres sont transformés en 45 milliards de paires de baguettes. Le professeur Shen Guofang propose de stériliser les baguettes pour les réutiliser, comme on le faisait par le passé. Il est persuadé que cette mesure assurera non seulement la croissance de la forêt chinoise, mais rétablira aussi l'équilibre écologique.



Keystone



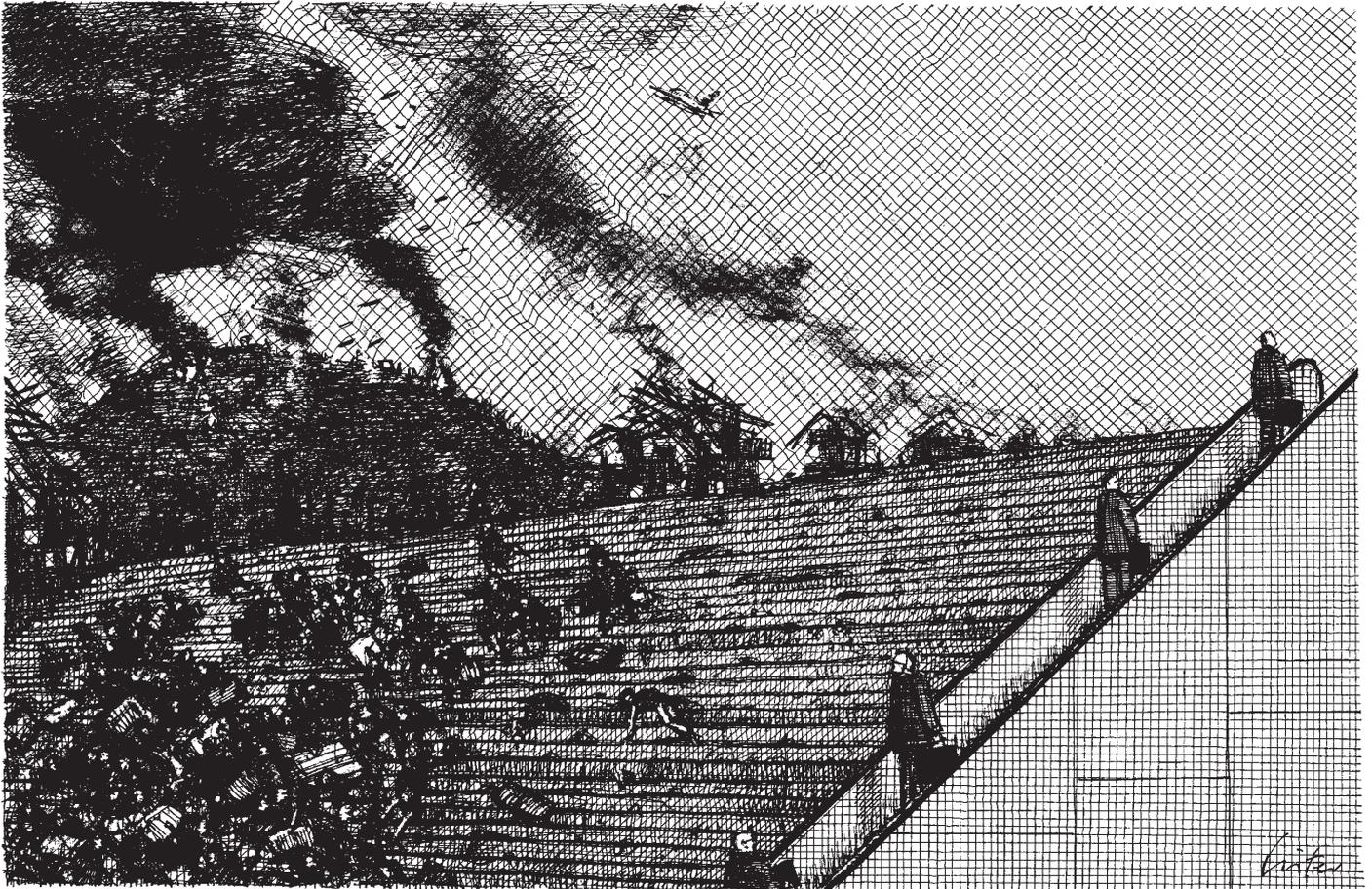
Keystone

La mort dans les tuiles

(bf) La Bolivie lance un vaste programme sanitaire sur cinq ans pour enrayer l'extension de la maladie de Chagas. Cette affection mortelle est l'un des grands défis qui se posent à la santé publique du pays. Elle est responsable de 13 pour cent de tous les cas de décès enregistrés chez les Boliviens âgés entre 15 et 75 ans. La maladie est causée par le parasite *Trypanosoma cruzi* et peut engendrer des inflammations mortelles au niveau du cerveau et du cœur. Le parasite est principalement véhiculé par des insectes suceurs de sang. Sur l'Altiplano, ceux-ci trouvent un habitat idéal dans les tuiles séchées à l'air et dans les maisons recouvertes de toits de paille. Les réserves de sang déjà contaminé contribuent aussi à propager la maladie. La mise en œuvre du plan débutera par la désinfection de quelque 700 000 logements dans la région où la maladie est endémique, dans le sud du pays.

Des missionnaires du riz

(jls) Des agronomes vietnamiens ont réhabilité le riz à Bagadadji, petit village du sud du Sénégal. À leur arrivée, en juin 1997, les femmes arrachaient bon an mal an quelques quintaux de riz dans un marigot infesté de moustiques. Les hommes considéraient avec mépris cette culture d'appoint, pratiquée sans engrais ni matériel, avec des



Kosovo



Still Pictures

rendements de misère. Les Vietnamiens ont convaincu certains villageois de descendre au marigot avec les femmes et d'aménager la rizière. Ensemble, ils ont construit un petit barrage, des digues, des drains et des rigoles. Fam Quoc Lam,

spécialiste de l'irrigation, résume ainsi sa méthode: «Nous apprenons aux villageois à travailler à l'heure, à se lever le matin et à donner la priorité au riz. Si on ne respecte pas strictement le calendrier, l'herbe en profite et le riz, c'est fini.»

Ivres de citronnelle

(Jls) Mansour Moudachirou, professeur de chimie à l'Université de Cotonou, a lancé une nouvelle culture au Bénin: la citronnelle. On en extrait une huile essentielle, très demandée par les fabricants de savon en Afrique de l'Ouest, qui s'approvisionnent pour l'instant surtout en Allemagne et en France. Mais la production locale est en plein essor. Après avoir dirigé un programme de recherches financé par le Canada, M. Moudachirou continue à produire une dizaine de litres d'huile essentielle par mois dans sa petite usine de Porto Novo, tout en faisant la promotion de la citronnelle. Il a formé une douzaine de jeunes cultivateurs. Les Béninois n'ont



CIRIC

eu aucune peine à comprendre le procédé d'extraction de l'huile, car il ressemble à la fabrication du *sodabi*, un alcool local obtenu en distillant du vin de palme dans un alambic.



D O S S I E R

Voyage à travers le Sahel



Un passé royal

La région du Sahel a vécu une histoire mouvementée. Plusieurs royaumes s'y sont succédé, tels celui du Ghana (du 6^e au 11^e siècle) ainsi que les grands empires du Mali (du 13^e au 16^e siècle) et de Songhai (du 14^e au 16^e siècle). Aujourd'hui encore, les habitants de Djenné et de Ségou racontent les épopées de leurs ancêtres. Au Moyen-Âge, les plus grands esprits arabes ont enseigné à Tombouctou, la ville qui se trouve à l'orée du désert.

Abbas / Magnum

La famine ne sévit plus au Sahel. Depuis une décennie, les pays de la région ont pris le chemin de la démocratie. Stimulée par de nouvelles approches de la politique de développement, par des réformes structurelles et une relative stabilité politique, l'économie est elle aussi sur la bonne voie. Carnet de route de Christoph Keller*.



Riz et pain blanc

Malgré une croissance démographique exponentielle, les pays du Sahel ont assuré eux-mêmes leur approvisionnement nutritionnel jusque dans les années 60. Au début des années 80, ils devaient toutefois importer 1,3 million de tonnes de céréales par an et ces importations sont passées à 1,9 million en 1988. Aujourd'hui, nombre de pays sahéliens produisent des excédents de denrées alimentaires. Cependant, les importations restent nécessaires, car l'urbanisation a modifié les habitudes alimentaires : beaucoup ne peuvent plus se passer désormais de pain blanc et surtout de riz. Depuis 1980, l'apport en calories par habitant et par jour est passé de 1700 à 2100 calories environ, alors que la population du Sahel a quasiment doublé ces trois dernières décennies. Près de 70 pour cent de la population urbaine et environ 40 pour cent de la population rurale ont accès à de l'eau propre.

Au loin, le ruban d'asphalte semble se liquéfier, il se confond avec le ciel. La route traverse un village : des maisons de torchis carrées, des entrepôts circulaires, des fagots de bois sur les bas-côtés, les baraques des bouchers, les étalages de mangues, d'oranges, de citrons, sans oublier l'odeur des délicieux beignets. Puis, plus une seule maison pendant des kilomètres. Rien que des baobabs, des buissons et du sable.

Pourtant, des gens sont partout en chemin. Des bergers font traverser un troupeau de bovins : trente, quarante, cent bêtes. Plus tard, c'est au tour d'un troupeau de chèvres. Soudain, des files de femmes marchent au bord de la route, elles portent des récipients et des Calebasses sur la tête. Des charrettes tirées par des ânes obstruent le passage. Nous approchons du marché. Quelques kilomètres plus loin, d'énormes camions transportant des balles de coton s'engagent sur la route. Nous dépassons des vélos chargés de bois de feu.

Le Sahel est une vaste étendue semi-aride de plusieurs centaines de kilomètres de large qui s'étend du Sénégal au Tchad et au Soudan, en passant par la Mauritanie, le Mali et le Niger. Une région synonyme de mouvement. Depuis des siècles, les Touaregs de race blanche y côtoient les Songhaïs sédentaires, font du commerce avec les Bambaras, les Haoussas et les pêcheurs bozos des rives du Niger. Ces derniers sont, pour leur part, en contact avec les Peuls.

Sous l'arbre à palabres

Après Bougouni, nous prenons à droite pour nous engager sur une piste de sable qui traverse le Wassoulou, région où sont nés Amady Coulibaly et d'autres célèbres chanteurs maliens.

La piste mène à Doussoudiana, un petit village blotti au milieu des champs de coton, des rizières et des manguiers. Au pied de l'imposant arbre à palabres, les anciens du village commentent les récents événements : dans le cadre de la décentralisation, leur village s'associera à d'autres pour former une commune. Les habitants pourront désigner eux-mêmes les organes municipaux et négocier directement avec les agences de développement occidentales les projets qui concernent leur commune.

La décentralisation est l'un des moteurs de la démocratisation qui a débuté en 1990 dans la plupart des pays sahéliens. Les anciens régimes à parti unique sont tombés. Au Mali, il a fallu un bain de sang. Au Niger, la transition a été pacifique. Au Burkina, elle

n'est que partielle. Le processus reste toutefois précaire et des contrecoups sont inévitables, mais les progrès sont là : liberté de la presse, élections libres, liberté de réunion.

Les banlieues de Bamako, la capitale malienne, s'étièrent dans le paysage aride. Elles forment un océan de maisons basses des deux côtés de la route.

Dans une arrière-cour non loin de la route principale, se niche l'atelier de Madame Sy. Elle est assise sur une chaise, au milieu de femmes qui s'affairent à teindre et à décorer des tissus : les fameuses étoffes *bogolan*, aussi célèbres que prisées. Ces femmes vivent seules : certaines sont veuves, mais la plupart ont été répudiées par leur mari. En leur donnant du travail, Madame Sy leur a offert une nouvelle existence. Elle incarne le nouveau type d'entrepreneur africain : experte de renommée internationale en tissus *bogolan*, c'est une femme qui réussit en affaires et qui jouit d'une bonne situation sociale.

Dans certains pays du Sahel, la croissance économique a connu ces dernières années des taux atteignant jusqu'à 6 pour cent. Au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et dans une moindre mesure au Tchad, les petites entreprises poussent comme des champignons. Elles vont de l'atelier artisanal au bureau publicitaire spécialisé dans la réalisation de sites sur Internet. La privatisation progressive des grandes entreprises publiques a engendré une nouvelle dynamique. On a vu apparaître une mince couche moyenne, comprenant des éditeurs, des ingénieurs indépendants, des créateurs de mode ou des journalistes.

Coiffeurs et photographes ambulants

La majorité des habitants continue pourtant de travailler dans l'agriculture. Et c'est toujours dans le secteur informel que la productivité est la plus élevée, à savoir parmi les exploitants de petites échoppes, les photographes et les coiffeurs ambulants, les vendeurs de lunettes de soleil ou les femmes du marché. Environ 70 pour cent du produit intérieur brut provient des petites entreprises, le plus souvent exemptées d'impôts, non assurées et sur lesquelles l'État n'a aucun contrôle.

Au-delà de Kaya, sur la route de Ouagadougou, à l'est en direction du Niger, nous rencontrons un groupe de Touaregs. Les anciens seigneurs du Sahara se sont réfugiés au Burkina pour échapper à la guerre civile qui a secoué le nord du Mali et du Niger de 1990 à 1996. À cette époque, plus de 200 000



personnes ont fui vers la Mauritanie et le Burkina Faso. Les plaies de ce conflit ne se sont toujours pas refermées.

Toute la région située au nord du fleuve Niger aurait pu devenir un vaste champ de bataille comme au Soudan. Cela a été évité grâce à quelques organisations de développement sensées qui ont travaillé main dans la main avec le gouvernement malien pour engager un processus de paix prudent, basé sur les valeurs traditionnelles de la coexistence pacifique. Mais la paix est fragile. La discrimination de certaines ethnies ou des disparités dans le développement économique suffisent pour susciter de dangereuses tensions.

Cliniques juridiques

Au départ de Niamey, la route remonte vers le nord en longeant le Niger. Le paysage est aride, les arbres semblent sans défense sous les rayons du soleil. Au loin, des chameaux transportent d'imposants chargements.

Dans l'annexe d'un complexe hôtelier délabré au bord du fleuve, une vingtaine d'hommes et quelques femmes sont réunis sous un ventilateur poussif. Un orateur expose les grands principes du droit de voisinage, notamment des droits réciproques des éleveurs et des fermiers. Puis vient un débat animé au cours duquel trois femmes se distinguent par leurs connaissances. Ce sont des juristes qui dirigent des «cliniques juridiques». Ces bureaux de consultation non officiels naissent peu à peu dans tous les grands centres de la République du Niger.

Les cliniques juridiques ne sont qu'un des efforts consentis pour garantir un minimum de sécurité du droit dans les pays du Sahel. Leur tâche est particulièrement difficile dans une culture toujours marquée par la tradition. Les affaires, mêmes laïques, se traitent dans le respect du Coran plutôt que du code civil. Et lorsque le droit s'avère inefficace, le versement d'un pot-de-vin met en général tout le monde d'accord.

Si les gouvernements de la région tiennent tant à mettre en place des institutions démocratiques fondées sur les principes du droit et de la justice, c'est qu'ils ont deux objectifs: d'une part, empêcher la corruption et la justice populaire; d'autre part, rendre le pays attractif aux yeux des investisseurs étrangers. Comme par le passé, ces derniers se font toutefois attendre. Pas une seule usine de capteurs solaires, de bicyclettes ou de transformation du précieux beurre de karité ne vient rompre la monotonie des longs trajets en voiture à travers le Sahel. Plus tard sans doute.

(De l'allemand)

** Christoph Keller est journaliste indépendant à Bâle*

Gouvernements légitimes

À l'exception du Soudan, tous les pays du Sahel sont régis par des gouvernements jouissant d'une légitimité démocratique, bien qu'ils soient de tendances différentes. Au Sénégal, le Parti socialiste est au pouvoir depuis l'indépendance. Au Mali, le président Alpha Oumar Konaré se maintient en place grâce à son charisme. Au Burkina Faso, l'opposition a boycotté l'élection du président Blaise Compaore. Au Niger, un groupe de militaires a renversé le régime corrompu au printemps de cette année et supervise à présent le retour à la démocratie. Au Tchad, Idriss Déby, pourtant démocratiquement élu, reste controversé en raison de son passé de putschiste. Mais si le respect des droits de l'homme et la garantie des libertés politiques gagnent du terrain dans ces pays, c'est en partie grâce à la pression constante exercée par les pays donateurs.



L'eau, vitale mais insoumise



Alain Rouache

Au Sahel, la vie et la survie dépendent de l'utilisation de l'eau et du sol. Mais l'équilibre entre l'homme et la nature est souvent menacé. Christoph Keller s'est entretenu avec Ananda Tiega, collaborateur scientifique auprès de la Convention de Ramsar sur les zones humides, à Gland.

Les grands cours d'eau

Le Niger est le plus grand fleuve du Sahel et le troisième du continent africain. Il prend sa source près de la frontière séparant la Guinée de la Sierra Leone. Entre Ségou et Tombouctou, il forme un vaste delta intérieur extrêmement fertile. Après Tombouctou, le Niger s'incurve vers le sud pour aller se jeter dans le Golfe de Guinée.

Le Nil traverse le Sahel. Le fleuve Sénégal forme la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie. Le Burkina Faso est arrosé par la Volta, nettement plus petite. Aux confins du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria, le lac Tchad, profond de trois à sept mètres, ne possède aucun affluent. Sa superficie est variable: les étendues d'eau occupent environ les deux tiers du lac, l'autre tiers étant constitué de marais. Il était jadis nettement plus grand.

Parlez-nous de l'eau, qui est un élément vital au Sahel.

Ananda Tiega : Je dirais même que l'eau est le bien vital de cette région et cela tient du casse-tête. Tout bien considéré, l'eau est la clé de tous nos problèmes. Lorsque nous aurons découvert comment l'utiliser de manière durable, nous aurons résolu tous les autres problèmes, à commencer par les questions d'alimentation et la faim.

Qu'entendez-vous par une utilisation durable de l'eau?

Il s'agit de mesures toutes simples. Elles consistent par exemple à empêcher les pluies de provoquer des dégâts, de lessiver la fine couche d'humus qui recouvre le sol. En outre, il ne faut pas laisser l'eau de pluie s'écouler. Les gens devraient la collecter, la stocker et en arroser leurs cultures.

Visiblement, cela ne va pas de soi.

Non. À l'heure actuelle, la surexploitation et l'érosion des sols au Sahel sont fort préoccupantes. Lorsque nous considérons de plus près les régions d'où les eaux s'écoulent dans le Niger à la saison des pluies, la situation est franchement alarmante. Le plus souvent, l'eau emporte la couche d'humus, déjà bien mince, car les buissons et les arbres ont été coupés depuis longtemps. Pire encore, l'eau met en danger les espèces qui peuplent les rivières et les lacs, car elle est saturée de sable et de sédiments; c'est une eau rouge et sablonneuse qui compromet l'habitat des poissons et des plantes aquatiques.

Il existe d'autres menaces écologiques.

Oui, la jacinthe d'eau par exemple. Cette plante originaire d'Amérique a été importée par mégarde en Afrique de l'Ouest il y a quelques années. Elle a trouvé dans le fleuve Niger des conditions écologiques tellement propices qu'elle y a proliféré rapidement. Aujourd'hui, elle gêne déjà la navigation. Sans par-

ler de la diminution des peuplements de poissons et des dommages causés aux cultures aquatiques, comme celle du riz.

Cela prouve à quel point l'écosystème de cette région est fragile.

L'homme est responsable d'une grande partie des destructions enregistrées ces dernières décennies. Bien sûr, la région connaît des changements climatiques importants, parfois même dramatiques. Mais le problème, c'est que les hommes ne sont pas en mesure de maîtriser les caprices de la nature. Si seulement nous pouvions retenir l'eau qui tombe pendant les périodes très humides, nous aurions déjà fait un grand pas en avant. Or, nous n'en avons pas les moyens. Ce ne sont pas les connaissances qui font défaut, mais les visions politiques dans ce domaine. Les gouvernements sahéliens n'ont en effet ni stratégie, ni programme, ni même des idées sur la manière de gérer l'eau.

À quoi devrait ressembler une politique crédible?

À mon avis, une telle politique devrait concevoir un véritable projet de société dans la région, un projet qui s'articulerait autour de l'eau. On devrait élaborer des directives précises sur la manière dont les sociétés du Sahel utiliseront ce bien précieux durant les dix ou vingt prochaines années tout en préservant les grands fleuves et les lacs. Il faut un cadre politique pour déterminer l'action des agriculteurs, du village et de tout un pays par rapport à l'eau.

Quelles sont les conséquences du manque de vision actuel?

Prenons une réserve naturelle telle que le «Parc W», vaste zone située entre le Burkina Faso, le Niger et le Bénin. Ainsi nommé parce que le cours du Niger forme un W dans la région, ce parc est un territoire riche en eau qui abrite une diversité inimaginable



d'animaux et de végétaux. Il est très prisé par les touristes. Pourtant, le ministère de la planification de mon pays, le Niger, a approuvé à plusieurs reprises des plans prévoyant d'extraire du phosphate dans cette région. Il estime que cette zone protégée devrait faire l'objet d'une exploitation beaucoup plus intensive. De telles idées montrent clairement que nous ne sommes pas encore pleinement conscients de la valeur de nos trésors naturels. Pour de nombreux gouvernements africains, la nature n'est rien d'autre qu'une source de profits.

Qu'en est-il des habitants du Sahel?

Leurs rapports avec la nature et les ressources naturelles révèlent un problème fondamental: personne ne se sent responsable de l'environnement. Aucun berger ne négligerait son troupeau, car les bœufs sont sa propriété. Aucun paysan ne laisserait les champs à l'abandon, car ils appartiennent à la communauté villageoise. En revanche, le berger laisse paître ses bêtes partout, contribuant ainsi à la destruction de la flore, et les paysans abattent sans scrupules les arbres qui entourent leur village. Puisque la nature n'ap-

partient à personne, personne ne ressent le besoin de s'en préoccuper.

Jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

Oui. Et les femmes sont les premières à en subir les conséquences, elles qui doivent arroser le jardin, cuisiner, laver et veiller à la santé des enfants. Quand l'eau se fait rare, les femmes doivent parcourir des distances toujours plus longues jusqu'au prochain puits. De ce fait, elles perdent aussi progressivement la possibilité de développer leur propre sphère d'activité.

La Convention de Ramsar

La Convention relative aux zones humides d'importance internationale a été conclue à Ramsar, en Iran. Elle est entrée en vigueur en 1975. Elle vise à fixer un cadre mondial à la protection de régions où «l'eau joue un rôle prépondérant dans la régulation de l'environnement». Pour 1999, les 113 parties contractantes ont placé 957 zones humides, soit 704 000 kilomètres carrés, sous la protection de la convention.

Sable meurtrier

Le Sahel est un vaste ruban large de plusieurs centaines de kilomètres qui s'étend de la côte ouest de l'Afrique jusqu'au Soudan. La transition avec le Sahara est presque imperceptible et c'est de ce désert incommensurable qu'émane le principal danger pour le Sahel : le sable.

Désertification

La désertification est un processus de destruction écologique fort complexe, dans lequel les facteurs humains et climatiques sont déterminants. Le surpâturage, une exploitation inadéquate du sol et le déboisement y jouent un grand rôle. Jusqu'ici, les mesures purement techniques telles que la végétalisation intensive (« Sahel vert ») ou la construction de murs de protection contre les dunes mouvantes n'ont guère eu de succès. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en place un système de surveillance par satellite afin de prévenir les famines au Sahel. Sur le site Internet www.fao.org, il est ainsi possible de suivre en direct la formation de nuages de pluie. Les prévisions météorologiques détaillées peuvent également servir à déterminer la date des semis.

(chk) La sécheresse de 1983 a mis les gens au désespoir : jour après jour, les habitants de la ville malienne de Djenné voyaient de gros nuages se former à l'horizon et s'amonceler pour annoncer la pluie. Puis, très vite, un vent chargé de poussière et de sable se levait, invariablement.

Et la pluie ne tombait pas.

Seul le vent arrivait, qui déposait une nouvelle couche de sable sur les champs desséchés, sur les jeunes cultures déjà sacrifiées. On a assisté à la répétition dramatique de la grande sécheresse de 1973 : l'effondrement de toute une société. Les paysans sédentaires ont vu leur bétail crever ; les Peuls nomades ont emmené leurs troupeaux affamés vers des régions plus riches où ils sont entrés en conflit avec les paysans locaux. Même les Touaregs sont partis vers le sud pour s'installer aux abords des villes, grossissant les foules qui attendaient les sacs de riz fournis par l'aide humanitaire.

Aide détournée

Or, le riz n'a pas été distribué comme prévu. Des marchands habiles en ont vendu des cargaisons entières sur les marchés locaux. Même dans des régions situées plus au sud, le riz a été commercialisé à des prix défiant toute concurrence et cette offre a mis sur la paille les producteurs locaux qui n'avaient que leurs maigres récoltes à vendre. Les pêcheurs n'avaient plus rien à pêcher, les commerçants ne pouvaient plus voyager car le niveau du Niger était trop bas, les enfants affamés ne pouvaient plus aller à l'école. Mais la sécheresse a tout de même profité à quelques personnes : d'une part les féticheurs et les marabouts, que l'on consultait pour connaître les causes de la catastrophe, d'autre part les fonctionnaires corrompus qui encaissaient une fortune à chaque livraison de l'aide humanitaire. Pendant les années de sécheresse, ils sont parvenus à se faire construire de somptueuses propriétés, que les habitants de Bamako appellent « les villas de la sécheresse ».

Le drame de 1983 a démontré qu'en cas de crise, il ne suffit pas de pouvoir décharger un maximum de marchandises sur les aéroports d'un pays. Face

à de telles catastrophes, le contexte politique, économique et culturel est essentiel. C'est lui qui détermine si les gens sont encore en mesure d'agir, s'ils peuvent prendre des initiatives pour se sortir de cette situation difficile. Au début des années 80, ces capacités ont fait défaut au Mali. Voici pourquoi :

- La vie politique était dominée par un parti unique, qui contrôlait tous les secteurs de la vie sociale.
- L'économie était centralisée, le gouvernement



Keystone

fixait les prix des produits agricoles et les denrées alimentaires n'étaient pas soumises aux lois du marché. Le Mali ne pouvait donc pas importer de nourriture des pays voisins, alors que certains d'entre eux produisaient des excédents non négligeables.

- Dans ces conditions, les habitants du Sahel n'ont pas pu déployer les capacités qu'ils avaient acquises au cours des siècles pour affronter les périodes de sécheresse grâce à des stratégies de survie judicieuses et ingénieuses.

Dynamisme agricole

À l'instar de ses voisins, le Mali s'est débarrassé de son régime à parti unique au début des années 90. Peu après, le commerce des produits agricoles a été libéralisé. Du coup, il devenait intéressant de planter des produits saisonniers : les femmes se sont lancées dans la culture du riz au fond des vallées humides ; les mangues et les agrumes ont commencé à prospérer dans le sud du pays, où les pluies sont assez



Keystone



Still Pictures



abondantes; même la culture d'oignons et de haricots est redevenue rentable. Nombre de paysans ont réussi à bien gagner leur vie en cultivant du coton. La suppression du contrôle des prix par l'État et les prix élevés en vigueur sur le marché mondial leur permettaient à nouveau de tirer profit de sa commercialisation.

L'ouverture politique a stimulé la production agricole à tous les niveaux, même au-delà des frontières. Voici les principaux motifs de cet essor :

- Le renforcement des efforts d'intégration dans le cadre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), fondée en 1994.
- Les efforts de recherche dans le cadre du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et du Club du Sahel, qui ont fait valoir une idée nouvelle auprès des gouvernements des pays concernés et des donateurs du Nord : la garantie à long terme de la production alimentaire ne passe pas par de grands projets étatiques, mais uni-

quement par la promotion de petites initiatives locales.

- Les processus de décentralisation dans les pays sahéliens, qui ont conféré un plus grand pouvoir de décision aux citoyens sur le plan local.
- La promotion de l'État de droit et de la démocratie.

Le Sahel compte aujourd'hui deux fois plus d'habitants qu'il y a vingt ans. Et pourtant, la famine semble définitivement éradiquée, certains pays produisent même des excédents alimentaires. Les précipitations relativement élevées de ces dernières années ont certes favorisé cette évolution. Mais les marabouts et les féticheurs ont peut-être raison d'affirmer que des pluies abondantes récompensent les bons gouvernements.

Denrées alimentaires

Au Sahel, l'alimentation repose sur différentes variétés de millet adaptées aux conditions et aux exigences locales. Jusqu'à présent, les multinationales de l'alimentation ne se sont jamais intéressées au millet, ni du point de vue commercial ni pour ce qui est du génie génétique. Les habitants du Sahel sont trop pauvres pour constituer un marché suffisant. En revanche, ils ont toujours présenté un intérêt pour les pays européens qui exportent à tour de bras leurs excédents de viande vers l'Afrique de l'Ouest, au point de mettre en danger la production de viande locale.

Adieu à la technocratie

Les agences de développement privées et publiques du Nord ont beaucoup appris depuis les sécheresses de 1972 et de 1973. Elles ont surtout compris qu'on ne sauve pas le Sahel avec de vastes projets ambitieux. Ce qui compte, c'est de promouvoir le savoir local, et notamment les connaissances qui sont tournées vers l'avenir.

La Suisse et le Club du Sahel

Les grandes sécheresses des années 70 ont suscité un processus de réflexion au sein des organisations internationales et la lutte contre la sécheresse au Sahel est depuis lors une priorité absolue. Le CILSS et le Club du Sahel ont été fondés presque en même temps. Le second a vu le jour en 1976 à l'initiative de l'OCDE. Il réunit tous les membres de cette organisation, mais il est principalement financé par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suisse. Depuis 1997, la présidence est assumée par la Suisse, dont le mandat a expiré cet automne.

Le club se veut un forum informel, mais efficace, qui mène une réflexion sur la manière d'aider les pays sahéliens à garantir leur production alimentaire, à renforcer leur économie de subsistance et à protéger l'environnement. À cet égard, il a su opérer un changement significatif: l'aide paternaliste a fait place au partenariat. Cette évolution a surtout été marquée par l'élaboration de la Charte sur l'aide alimentaire, adoptée en 1990.



Still Pictures

(chk) D'éminents représentants de gouvernements africains et européens se sont réunis fin septembre à Yverdon-les-Bains, à l'invitation du Club du Sahel. Ils devaient discuter d'une question qui n'a cessé de préoccuper cet organisme depuis sa création en 1976: par quels moyens peut-on « transférer durablement aux acteurs des pays concernés » la responsabilité de leur propre développement ?

Le Club du Sahel a été fondé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour développer de nouvelles stratégies de lutte contre la faim après la grande sécheresse de 1972. Il devait trouver des solutions afin de remettre sur pied « l'auto-provisionnement en denrées alimentaires » et « rétablir l'équilibre écologique » du Sahel, comme l'a précisé la Conférence d'Ottawa en 1977. Son objectif à long terme devait être d'affranchir durablement le Sahel de l'aide alimentaire du Nord.

Échange de savoir

Dans ses publications, le Club du Sahel fait son autocritique et admet que les stratégies visant à atteindre cet objectif se sont « diversifiées ». Les approches technocratiques telles que le projet d'un « Sahel vert », qui reposait sur une grande opération de plantations, ont fait place à « l'échange de savoir et de connaissances entre partenaires du Nord et du Sud, ainsi qu'à la création de synergies ». Le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), qui regroupe tous les pays sahéliens, est le partenaire privilégié du Club du Sahel. Ce dernier entretient également des rapports, largement ouverts et informels, avec les agences de développement publiques ou privées, la Banque mondiale et d'autres organisations supranationales. Dans ses relations avec ces organismes, le club a établi une culture « du dialogue et du partenariat » qui est unique en son genre.



Les résultats de ce dialogue sont patents :

- La coopération au développement s'est restructurée: elle ne soutient plus des projets surdimensionnés, mais des initiatives locales lancées par les paysans, les coopératives et les communautés villageoises.
- Les partenaires ont compris que les conditions générales, notamment la décentralisation du pouvoir politique, la sécurité du droit et la paix, jouent un rôle décisif dans le développement des ressources humaines.
- Toutes les institutions publiques et privées se voient expliquer la nécessité d'assurer une gestion durable des ressources naturelles de la région.

La DDC collabore activement à l'élaboration des visions et des stratégies du Club du Sahel. Les objectifs des deux organisations se recoupent largement. Une réalité s'est peu à peu imposée au sein de la coopération suisse: «Le schéma classique d'un développement ordonné par les instances supérieures étouffe les initiatives locales.» Ce processus d'apprentissage a en toute logique débouché sur une approche où l'élan vient de la base et qui tient compte des besoins des bénéficiaires. De plus, les efforts de démocratisation dans plusieurs États du Sahel ont largement favorisé cette évolution des mentalités. Dans nombre de pays ouest-africains, «nous traitons aujourd'hui avec des gens plus sûrs d'eux et plus critiques qu'il y a dix ans à peine», constate François Roduit, chef adjoint de la section Afrique occidentale à la DDC. «Cela nous oblige à négocier très concrètement les objectifs de nos projets avec nos partenaires.»

Vaste engagement de la Suisse

Fidèle à cette stratégie, la DDC ne soutient aucun projet qui a pour objectif spécifique de prévenir la

désertification. Elle présuppose au contraire que chaque projet mené dans la région contribue aussi à lutter contre l'avancée du désert. Son approche large englobe des programmes de reboisement, la protection des sols, la lutte contre l'érosion, aussi bien que la promotion du dialogue entre les éleveurs et les paysans, ou l'appui à la création de structures politiques stables. En fin de compte, la moitié environ des moyens investis financent directement ou indirectement la lutte contre la désertification.

Mais l'engagement de la Suisse ne s'arrête pas là :

- En 1996, le Conseil fédéral a ratifié la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui concrétise les engagements pris lors de la Conférence sur l'environnement et le développement à Rio.
- Désormais membre des institutions de Bretton-Woods, la Suisse peut mieux veiller à ce que les ajustements structurels, incontournables dans les pays du Sahel, ne soient pas appliqués aux dépens d'un développement autonome et durable.
- Par ses contributions à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Suisse ouvre une tribune aux pays du Sahel pour qu'ils puissent faire valoir leurs préoccupations également au sein des organes internationaux. Comme par le passé, ils comptent en effet parmi les pays les plus pauvres de la planète.

Dépenses de la DDC

Le Niger, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad sont des pays de concentration de la coopération suisse. Avec les îles du Cap-Vert, ils forment une région de développement à laquelle la Suisse consacre chaque année environ 55 millions de francs. Il faut ajouter à ce montant les contributions aux organisations internationales actives dans ces pays, contributions qui comprennent notamment les versements destinés au Club du Sahel et à l'élaboration de la Convention contre la désertification.

Indicateurs économiques

Les indicateurs économiques sont au beau fixe. Selon les derniers chiffres publiés par la CNUCED, le Mali a connu en 1995 une croissance de 6,3 pour cent et le Burkina Faso de 4,5 pour cent. Une hausse de 3,2 pour cent a également été enregistrée au Niger. Dans le même temps, la croissance démographique est restée en deçà de ces taux dans les pays de la région. Un habitant du Sahel gagne en moyenne 300 dollars par année, mais l'écart entre riches et pauvres prend parfois des proportions astronomiques. Peu d'études ont été faites dans cette région du monde sur l'effet dit de «ruissellement» (*trickle down*), une hypothèse émise par des économistes néolibéraux, selon laquelle la prospérité économique d'une petite élite profite également aux plus pauvres.



Le Burkina sans danseurs ni musiciens

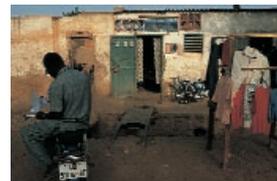
Le Burkina Faso est un des pays en développement qui dispose du plus grand capital de sympathie. Il draine un nombre impressionnant d'organisations d'aide, gouvernementales ou non. Pourtant, l'image idyllique qu'on se fait en Europe de ce « modèle de paix » est loin de correspondre à la réalité. D'Isabelle Rüf*.



VU (4)



CIRC



Il suffit d'avoir vu débouler, pleins d'énergie et hilares, les invalides de la ville de Ouahigouya, sur leurs voiturettes bricolées, pour comprendre l'attrance immédiate que le visiteur peut ressentir pour ce peuple courageux et plein d'humour. Mais peut-on parler d'un peuple quand il s'agit du mariage d'une soixantaine d'ethnies et d'autant de langues? Le nom même du pays est le résultat d'un compromis entre deux idiomes dominants, le mooré et le dioula. «Le pays des hommes intègres» a remplacé en 1984 la désignation coloniale et purement géographique de Haute-Volta, marquant ainsi clairement une volonté de rupture avec les compromissions de l'ère post-coloniale. Mais cette tentative d'échapper à l'emprise des puissances occidentales et des grands voisins se heurte à des difficultés majeures, en premier lieu d'ordre économique.

En dépit d'une sécheresse endémique, le Burkina est un pays essentiellement agricole. L'élevage joue un grand rôle dans le nord, où les Peuls maintiennent une tradition nomade. Les exploitations agricoles sont avant tout de type familial, orientées vers les cultures vivrières : mil, sorgho, maïs, riz. Elles souffrent de la sécheresse, bien sûr, mais également de techniques archaïques, de la pratique du brûlis qui appauvrit la terre et du manque d'engrais naturels. L'arachide, les ignames, les fruits et les légumes ainsi que la canne à sucre poussent essentiellement dans la région de Banfora, au sud-ouest.

Sankara le mythe

Le pays accède à l'indépendance en 1960. Les premières décennies apportent leur lot de tensions sociales et politiques, de luttes pour le pouvoir et de corruption. Le 4 août 1983, un quatuor d'officiers prend le pouvoir et proclame la Révolution démocratique et populaire. Le capitaine Thomas Sankara, devenu président, propose une nouvelle morale étatique et un régime d'austérité abolissant les privilèges. En 1987, accusé d'autocratie, il est renversé et assassiné par ses anciens compagnons. Son frère d'armes, Blaise Compaore, lui succède et dote le pays d'institutions démocratiques. Son mandat a été reconduit lors des élections présidentielles de novembre 1998. La figure de Thomas Sankara est devenue une icône à la Che Guevara, un mythe correspondant à certaines valeurs que l'Afrique a besoin de sacraliser. Mais le slogan «la patrie ou la mort, nous vaincrons» n'est plus qu'une incantation vide de sens. L'aide internationale, qui avait déserté le «pays des hommes intègres» et ses slogans anti-impérialistes, est revenue en force.

Réputation fissurée

Proche de la France, le président Compaore a su se construire une légitimité. Il a acquis une image de démocrate par l'élaboration d'une nouvelle constitution. Sur le plan international, il a établi cette réputation grâce à une politique de communication très efficace qui a utilisé des événements tels que le





SHILL PICTURES

L'objet de tous les jours

La mobylette ou le « char »

Bien droite sur sa mobylette, une femme se faufile dans les embouteillages. Elle porte un bébé attaché dans le dos, un enfant dans son giron et une énorme bassine en aluminium sur la tête, débordante de fraises ou de légumes. Ce spectacle étonnant est courant à Ouagadougou. En ville, la mobylette, appelée familièrement « char », est le moyen de transport le plus utilisé. Des milliers de moteurs trafiqués, mal réglés, donnent à la capitale son inimitable halo de pollution. Sur le parking du grand marché, plusieurs centaines de « chars » sont rangés par couleur. Dans ce pays où 70 pour cent des transports se font par la route, la mobylette est aussi très appréciée à la campagne. C'est un symbole de réussite, le stade au-dessus du vélo, ainsi qu'un auxiliaire précieux quand le champ ou le marché sont très éloignés.

sommet franco-africain de 1996 ou la Coupe d'Afrique des Nations de 1998. Il a été nommé président de l'Organisation de l'unité africaine, un mandat qui s'achève en 1999. Son pouvoir démocratique accorde en outre un espace d'expression à la société civile et aux chefferies traditionnelles. Ainsi, le roi des Mossi, ethnie dominante, tient sa cour à Ouagadougou chaque semaine et son rôle politique est encore très présent.

Mais cette image idéale a subi quelques fissures importantes. En décembre 1998, l'assassinat de Norbert Zongo a suscité des émeutes et des manifestations sans précédent. Dans son hebdomadaire *L'Indépendant*, ce journaliste enquêtait sur les dossiers noirs de la quatrième République. Il mettait en cause des responsables du Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti largement majoritaire du président. Il symbolisait une liberté de ton et de critique garante d'un bon fonctionnement démocratique.

Réalités du Burkina

La mort brutale de Norbert Zongo et la violence qu'elle a déclenchée indiquent que ce « modèle de paix » qu'est le Burkina ne répond pas à l'image idyllique que l'on s'en fait en Europe : bon élève de l'aide internationale, pays de danseurs et de musiciens avec lesquels il est gratifiant de fraterniser.

Le vrai Burkina se débat dans de graves difficultés sociales et économiques. Il figure parmi les dix pays les plus pauvres de la planète, même s'il connaît depuis 1995 un taux de croissance moyen de 5 pour cent, chiffre légèrement supérieur à celui de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Le coton, sa principale richesse, représente 65 pour cent des exportations. Autres ressources d'importance, l'élevage et l'exploitation de l'or ne suffisent pas à assurer l'autonomie d'un pays « condamné à coopérer », selon l'expression de Thomas Sankara. Le domaine de la santé reste largement en deçà des normes préconisées par l'Organisation mondiale de la santé. Le nombre de médecins, de sages-femmes, d'infirmiers et de pharmaciens est tragiquement insuffisant. Malgré de gros efforts d'alphabétisation dans plusieurs langues africaines et en français, le taux d'analphabétisme reste extrêmement élevé, surtout dans les zones rurales. Il touche particulièrement les femmes, sur lesquelles reposent pourtant une grande partie de l'économie quotidienne et de l'organisation de la société.

Solutions au quotidien

Le Burkina n'a pas résolu les problèmes que posent la coexistence d'une agriculture de type familial avec des cultures de rente, ni les rapports conflictuels entre éleveurs nomades et agriculteurs. Or, ce petit pays se trouve confronté à une économie mondialisée qui lui demande d'être compétitif. Ce défi paraît écri-



SHILL PICTURES

sant si on le considère à l'aune des normes occidentales. Mais dans la pratique quotidienne, les Burkinabé manifestent une étonnante capacité à inventer des solutions et à contourner les difficultés. Ainsi, dans la ville de Ouahigouya, un ensemble de dispositions vise à débarrasser les rues des débris tout en tirant parti du retraitement de ces matériaux et en donnant du travail à des handicapés qui, dans un autre contexte, seraient réduits à la mendicité. À Dori, un vétérinaire peut lutter pour l'implantation de granges à foin permettant aux éleveurs de surmonter les périodes de sécheresse. Il tente aussi de constituer une association internationale des éleveurs du Sahel qui mettra « les boeufs avant la charrie », en restituant à la vache une place centrale. Des initiatives comme celles-ci apparaissent dans tout le pays. Elles fondent l'espoir de voir un peuple courageux et inventif déjouer les obstacles que ni la nature ni les mécanismes de l'économie mondiale ne lui épargnent.

** Isabelle Rüf, journaliste à la Radio suisse romande, s'est rendue à plusieurs reprises au Burkina Faso pour réaliser des émissions de radio sur ce pays*

La Suisse et le Burkina

Un quart de siècle de coopération

(bf) La DDC a commencé à coopérer avec le Burkina Faso dans les années 1974 et 1975, lorsque ce pays d'Afrique occidentale a été frappé par une grande sécheresse. Aujourd'hui, elle lui accorde un soutien annuel de 16 millions de francs. Cela fait de la Suisse le cinquième partenaire bilatéral du Burkina en matière de coopération, derrière la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark.

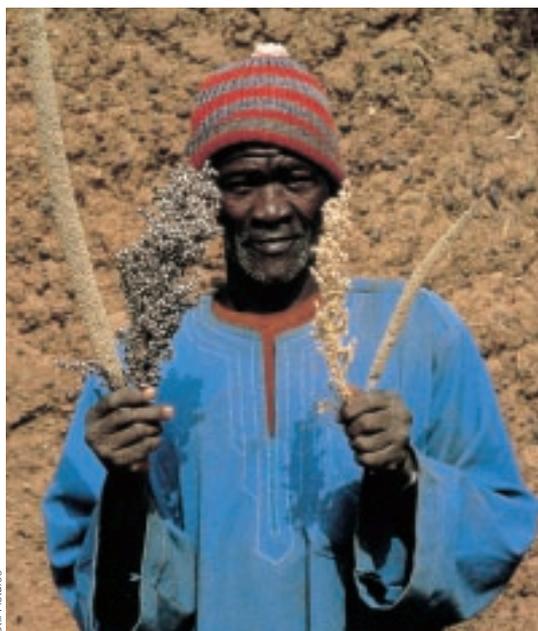
Du fait que les zones rurales occupent les quatre cinquièmes du territoire burkinabé, la coopération a d'emblée mis l'accent sur le développement de l'agriculture et sur la relation de l'homme avec la nature. À l'avenir, les activités vont se poursuivre dans quatre domaines interdépendants qui correspondent aux quatre régions géographiques du Yatenga, du Gulmu, de Koudougou et du Sahel:

- **Développement des zones rurales.** Ce projet a pour priorité d'inciter les agriculteurs et les éleveurs à améliorer leur système de production afin de garantir l'approvisionnement alimentaire.

- **Artisanat et formation professionnelle.** L'objectif prioritaire est d'améliorer la production des artisans et des petites entreprises, du point de vue qualitatif et quantitatif.

- **Alphabétisation et éducation.** Les efforts dans ce domaine visent aussi bien les enfants que les adultes.

- **Développement local et décentralisation.** Il s'agit avant tout de soutenir les initiatives régionales – publiques ou privées – qui favorisent le développement local et la décentralisation.



De plus grandes connaissances en agriculture font souvent la différence entre une bonne et une mauvaise récolte.

Faits et chiffres

Organisation politique

République présidentielle

Capitale

Ouagadougou
(500 000 habitants)

Superficie

274 200 km²

Pays voisins

Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo et Bénin

Climat

Sahélien au nord, tropical au sud

Population

10, 5 millions d'habitants
Densité: 33,7 hab./km²
Croissance démographique: 2,7%
Population rurale: 90%
Jeunes de moins de 15 ans: 49,7%
Espérance de vie: 50 ans
Adultes analphabètes: 78%

Langues

Langue officielle: français
Langue la plus parlée: mooré

Principales ethnies

Mossi: 52%
Peuls: 11%
Bobo: 7%
Bisa-Samo: 6,9%
Gourounsi: 5,3%

Religions

Animisme: omniprésent
Islam: 40%
Catholicisme: 15%

Repères historiques

L'histoire des peuples qui occupèrent l'actuel Burkina Faso avant la colonisation est peu documentée. Il est cependant établi que des royaumes mossi occupaient le pays. Les relations entre branches rivales et avec les voisins peuls semblent avoir été belliqueuses. Ces dissensions ont facilité la pénétration française entre 1894 et 1897. Les exactions des militaires français ont provoqué des révoltes suivies de répression et d'occupation. Jusqu'à l'indépendance, la Haute-Volta a connu un sort variable, rattachée au Sénégal ou à la Côte d'Ivoire, selon les intérêts du colonisateur.

- 1947 La Haute-Volta est reconstituée comme territoire sous la pression des chefs traditionnels. Elle devient membre de l'Union française et évolue dans le cadre de l'administration française.
- 1960 Proclamation de l'indépendance. Maurice Yameogo, chef du Rassemblement démocratique africain, devient président.
- 1966 Le président Yameogo est renversé et un régime militaire dirigé par le lieutenant-colonel

nel Lamizana prend le pouvoir. C'est le début d'une période troublée qui voit se succéder les périodes de régime présidentiel et les coups d'État militaires. L'agitation sociale et les querelles entre représentants des partis s'accroissent.

- 1983 Quatre officiers dissidents – Jean-Baptiste Lingani, Blaise Compaore, Henri Zongo et Thomas Sankara – prennent le pouvoir et proclament la Révolution démocratique populaire. Ils mettent en place un Conseil national de la Révolution.
- 1984 La Haute-Volta est rebaptisée Burkina Faso («pays des hommes intègres»).
- 1987 Accusé d'autocratie, Thomas Sankara est assassiné par ses frères d'armes. Blaise Compaore prend le pouvoir et installe un régime de Front populaire.
- 1991 La constitution de la 4e République est adoptée par référendum.
- 1998 Blaise Compaore remporte les élections présidentielles.



L'État, ce corps étranger

Le Burkina Faso a tellement de problèmes qu'on a du mal à y entrevoir autre chose. L'ancien président Thomas Sankara déclarait en 1984 devant l'Assemblée générale de l'ONU: «Mon pays est un concentré de tous les malheurs des peuples, une synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité.»

C'est un pays de 274 200 km² au climat rude et sahélien. Peuplé par un peu plus de 10 millions d'habitants, il est totalement enclavé au cœur de l'Afrique occidentale. Les révolutionnaires d'août 1983 ont donné à l'ancienne Haute-Volta le nom de Burkina Faso, qui signifie «patrie des hommes intègres».

Création purement arbitraire, l'État burkinabé est un fragment mieux habillé de l'administration coloniale. Depuis l'indépendance en 1960, il a fabriqué des hommes à son image pour édifier un système qui lui sied. Les populations ont dû se repenser en fonction d'une institution mal adaptée à leur culture, à leur convivialité et à leur vision des choses. Voilà d'où vient leur première difficulté d'adaptation à tous les processus nouveaux: éducation, droits de l'homme, démocratie, développement, citoyenneté étatique...

Léthargie et attentisme

La dynamique séculaire du mode de vie, des rapports de production et de consommation, de l'organisation sociale, n'est plus opérationnelle. Des populations entières sont devenues de grands enfants éberlués par ce qui leur arrive, incapables de faire autre chose que d'obéir et d'être assistés. Sans aucune prise sur leurs propres réalités qui relèvent dorénavant d'un déterminisme extérieur, elles se sont réfugiées dans une léthargie et un attentisme paradoxaux.

Cette inadaptation à un État jacobin, fort et centralisé, a des conséquences plus graves que les diverses difficultés climatiques ou pluviométriques.

Le Burkina Faso regroupe plus de soixante ethnies. On y parle autant de langues ou dialectes. L'État impose son idée de nation unique, qui suppose un écrasement et une massification des réalités ethniques existantes. On dit que la colonisation a réalisé l'unité linguistique par l'enseignement du français. Ce n'est pas exact. L'argument selon lequel on retrouve des francophones dans toutes les ethnies ne peut être le fondement d'une prétendue unité linguistique, puisque le français est parlé par moins de 10 pour cent de la population. Au contraire, la langue française a ajouté à la division ethnique une division entre francophones et non francophones, les premiers obtenant toutes les faveurs dans le contexte institutionnel.

Depuis 1993, le gouvernement s'oriente vers un processus de décentralisation qui semble prometteur si la volonté politique l'accompagne sans restriction. Aujourd'hui, il existe 33 communes de plein exercice, dotées d'un maire et d'un conseil municipal. Dans un pays multiethnique, sans trace de nation,

ces structures sont un élément fondamental de stabilité politique, de démocratisation et de développement.

Manque de crédibilité

L'État est admis, mais ni respecté, ni crédible. Nos sociétés refusent tout pouvoir social sans valeur sacrée et toute personne «morale» sans visage. Il est difficile de respecter un pouvoir temporel non identifié. C'est pourquoi lorsque les crises secouent le pays, l'État et l'administration sont dénoncés et refusés comme interlocuteurs.

Les élections présidentielles du 15 novembre 1998 ont été boycottées par une partie importante de la classe politique, parce que la commission électorale n'était pas suffisamment indépendante. Après l'assassinat du très populaire journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998, les réactions n'ont connu de répit qu'avec la mise en place d'une commission d'enquête indépendante. À la faveur des crises politiques de 1999, l'État semble pétrifié et disqualifié. Le Burkina Faso en est à sa 39^e année d'indépendance, dont 19 années de régime républicain et 20 de régime d'exception dirigé par des militaires. Le pouvoir centralisé a toujours été présenté comme un facteur d'unité et de développement. Mais il n'a pas d'autres formules de développement à proposer que celles initiées et conduites par les institutions internationales. Le sous-développement est très présent, malgré l'aide extérieure. Celle-ci a souvent imposé sa propre logique, provoquant l'acculturation des gens censés en être les bénéficiaires. Aujourd'hui, nous ne croyons plus à l'aide comme moteur de notre développement. La coopération doit accompagner notre propre devenir, nos propres penchants. Elle est vouée à l'échec si elle place les populations dans une situation d'assistés.

Qu'est-ce qui peut attirer un étranger au Burkina Faso? Pas grand-chose. Peut-être l'hospitalité des populations ou la curiosité de voir une Afrique misérable encore traditionnelle, perdant les repères séculaires de son identité. Mais la surprise, lorsqu'on vient au Burkina, c'est l'espoir, la dignité, la bravoure et la volonté que dégagent ces populations. De même que leur grande faculté de se fixer un défi d'évolution et de l'assumer.



Alain Édouard Traoré

a obtenu un doctorat de philosophie politique en 1994 à l'Université Jules Verne d'Amiens, puis un doctorat de droit international en 1997 à l'Université de Lille II. Également diplômé de l'Académie diplomatique internationale de Paris depuis 1996, il travaille comme conseiller au ministère des affaires étrangères du Burkina Faso. M. Traoré développe également des activités journalistiques par le biais de la critique politique. Il a publié de nombreux articles dans des journaux burkinabés.



Adhérer aux Nations Unies ? Une question de solidarité

Pour ce qui est de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, la Suisse appartient déjà très largement aux Nations Unies, et cela depuis longtemps. Elle est membre de la plupart des organisations du système qui s'occupent de développement, qu'il s'agisse du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'UNICEF ou de l'Organisation mondiale de la santé. La Suisse participe au financement de ces institutions, mais aussi à leur gestion. Elle est représentée dans leur conseil et leur personnel.

La Suisse a également été une participante très active lors des conférences des Nations Unies sur les thèmes importants pour le développement, comme la Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement (1992), la Conférence de Vienne sur les droits de l'homme (1993), la Conférence du Caire sur la population et le développement (1994) et le Sommet social de Copenhague (1995). Elle y a défendu avec succès les intérêts et les valeurs qui sont au cœur de sa politique.

Pourquoi dès lors sommes-nous favorables à une adhésion complète de la Suisse aux Nations Unies ? Du point de vue de la coopération, le principal argument me semble être qu'il est de plus en plus évident qu'on ne peut dissocier politique et développement. L'expérience montre à quel point les conditions politiques déterminent les possibilités d'améliorer la situation réelle des populations les plus défavorisées. Les principaux ennemis du développement sont la guerre, le mépris des droits de l'homme, l'absence de normes juridiques. C'est donc dans leur totalité qu'il faut aborder les problèmes de la communauté internationale et leur chercher des solutions.

Nous vivons dans une communauté de destin avec le reste du monde. L'instabilité politique, l'extrême pauvreté, la destruction de l'environnement global nous atteindront autant qu'elles atteignent les autres pays. Dans son propre intérêt à long terme, la Suisse se doit d'agir comme un bon citoyen du monde et d'assumer ses responsabilités à travers les instruments imparfaits mais perfectibles que la communauté internationale a créés dans ce but. Finalement, accepter de travailler avec les autres pays de cette manière sera aussi un signe de respect pour nos partenaires.

Jean-François Giovannini
Directeur suppléant de la DDC

À leur retour d'exil, les Kosovars ont trouvé des maisons incendiées et pillées. Parant au plus pressé, les agences humanitaires ont distribué à chaque famille de quoi mettre au moins une chambre à l'abri des intempéries : des bâches de plastique, des planches, des clous et quelques outils indispensables.

Camping forcé au



(jls) Selon des estimations, plus de 80 000 maisons ont été fortement endommagées ou complètement détruites durant la guerre. Cela représente environ la moitié des maisons de la province. En règle générale, les soldats serbes s'étaient emparés de tous les biens qu'elles contenaient avant d'y mettre le feu. Lorsque des centaines de milliers de réfugiés ont pu rentrer chez eux l'été dernier, leur vie a recommencé à zéro, entre des pans de murs calcinés. Le toit de leur maison s'était effondré. Les portes et les fenêtres avaient été détruites.

Avant de penser à reconstruire, il fallait colmater les brèches, se protéger du vent et de la pluie. La première mesure des agences humanitaires a été de distribuer dans toute la province des *shelter kits*, des paquets contenant le matériel nécessaire pour installer un abri de fortune dans la carcasse d'une maison.

Réfugiés mécontents

La Division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) de la DDC a concentré ses efforts sur trois communes situées dans le centre et l'ouest de la province, d'où venaient la plupart des Kosovars réfugiés en Suisse. Ainsi, quand ces derniers ont commencé à rentrer, elle était sur place et elle leur a fourni des *shelter kits*. Bâches de plastique, planches, clous, scie, marteau... On avait

pensé à tout. L'assortiment comprenait même un balai et un seau.

Mais ces paquets standard étaient peut-être trop complets. «Les réfugiés étaient mécontents. Certains auraient voulu davantage de bois car leur maison était entièrement détruite, d'autres avaient besoin uniquement de bâches de plastique pour remplacer les portes et les fenêtres», explique Markus Baechler, coordinateur de programmes pour les Balkans. L'ASC a rectifié le tir. Depuis début octobre, les réfugiés ont la possibilité de choisir entre différents modules de *kits*, en fonction des réparations qu'ils ont à effectuer.

À côté de ce programme destiné aux Kosovars de retour de Suisse, l'ASC assure la distribution de 6000 *shelter kits* fournis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Elle stocke à Pristina le matériel livré par le HCR, compose des paquets et les remet à des organisations non gouvernementales qui se chargent de la distribution dans les villages.

L'hiver au chaud ?

Un autre volet du programme suisse s'adresse à des réfugiés particulièrement démunis, revenus par exemple de Macédoine ou d'Albanie. «Contrairement à leurs compatriotes de retour de Suisse, ces gens-là n'ont pas touché une aide au retour de 2000 francs», rappelle M. Baechler. Environ 1500 familles



Salvatore Di Nolfi

Kosovo



Shelter kit:

- 50 m² de plastique (pour les fenêtres)
- 120 m² de plastique renforcé (pour le toit)
- 10 lattes à tuiles (longueur: 5 m.)
- 10 planches (longueur: 5 m.)
- 20 m. lattes 30/10 mm
- clous de différentes dimensions
- une scie égoïne
- un marteau
- une pince
- un rouleau de fil de fer
- une pelle
- une pioche
- un seau
- un rouleau de ruban adhésif
- un balai

Kit d'habitation:

- 6 matelas
- une cuisinière
- un jerrycane
- des sacs de couchage

Kit d'hiver:

- 45 m² de planches
- une fenêtre
- une porte
- isolation de sol
- un fourneau

devraient recevoir des *shelter kits* standard ainsi que deux autres trousse destinées à leur apporter un soupçon de confort. Grâce au «kit d'habitation», qui comprend des matelas et une cuisinière, ils peuvent recommencer à vivre plus ou moins normalement. Quant au «kit d'hiver», il permet d'isoler et de chauffer une pièce.

Pour les agences humanitaires, opérationnelles dès juillet au Kosovo, le défi consistait à assurer à chaque famille une chambre chauffée pour l'hiver. Un objectif qui s'est avéré trop ambitieux, constate Daniel Züst, membre de l'ASC et chef de la délégation suisse au Kosovo: «Malgré d'immenses efforts, il sera difficile de loger tout le monde avant l'arrivée de la neige.»

Appel à la solidarité

La DDC s'est aussi préoccupée des réfugiés qui n'avaient nulle part où aller. Elle a fait appel à la solidarité des propriétaires de grandes maisons peu endommagées, leur proposant d'accueillir provisoirement une ou deux familles. En échange, elle leur a offert une aide à la reconstruction sous forme de bois, de ciment et de gravier. De plus, elle s'est engagée dans l'aménagement de logements collectifs, par exemple à l'intérieur de bâtiments officiels non utilisés. Un autre volet de son programme de construction vise à réhabiliter des écoles et des dispensaires.

Hormis la distribution de *kits* et la reconstruction, l'ASC est active dans l'agriculture et l'approvisionnement en eau potable. Avec une trentaine d'experts sur le terrain et des dépenses de l'ordre de 50 millions de francs pour l'année 1999, l'engagement au Kosovo est sans précédent dans l'histoire de la DDC. Son ampleur s'explique par le fait que la Suisse abrite actuellement environ 10 pour cent de la population kosovare, dont plus de 50 000 requérants d'asile, rappelle M. Baechler: «Nous devons consacrer un maximum de moyens sur place à des projets facilitant le retour des réfugiés.»



Olivier Heusser

Reconstruire après Mitch

Il s'est écoulé plus d'une année depuis ce mois d'octobre fatidique de 1998: la quantité d'eau qui s'était abattue en dix jours sur l'Amérique centrale correspond aux précipitations qui tombent normalement en trois ans sur cette région. Puis l'ouragan Mitch est venu détruire tout ce qui restait intact. Aujourd'hui, grâce à l'aide internationale, la reconstruction bat son plein.

L'engagement suisse

Entre octobre 1998 et la fin de l'an 2000, la DDC aura investi dans les régions touchées quelque 7 millions de francs qui avaient déjà été alloués antérieurement et 15 autres millions qui ont été dégagés à la suite de la catastrophe. Par ailleurs, le secrétariat d'État à l'économie (seco) a concédé au Nicaragua une contribution de 8 millions de francs à l'amortissement de sa dette et une aide extraordinaire de 5 millions à la balance des paiements. Il a également permis au Honduras de réduire sa dette de 10 millions. Enfin, les organisations humanitaires suisses sur place investissent dans la reconstruction quelque 35 millions de francs récoltés grâce à la Chaîne du bonheur.

(mr) Pendant plusieurs semaines, les zones dévastées par l'ouragan Mitch ont été au centre de l'attention des médias internationaux. Cette catastrophe d'une cruauté extrême a frappé de vastes régions au Nicaragua, au Honduras, au Salvador et au Guatemala. On a compté 10 000 morts et 8 000 disparus. Plus de 2,3 millions de personnes ont été touchées. Environ un million d'entre elles ont tout perdu, y compris leurs terres cultivables, emportées par les eaux. Les dégâts ont été estimés à 5 milliards de dollars.

Deux jours seulement après la catastrophe, la Suisse a envoyé des secours. On a fourni aux populations de l'eau potable, organisé la distribution de repas, de médicaments et de couvertures. Cette efficacité a été rendue possible non seulement grâce aux importants fonds dégagés, mais également grâce à la présence à Managua d'un bureau de coordination de la DDC, dont les effectifs ont été immédiatement renforcés. «Aujourd'hui, après une période de planification approfondie, nous nous trouvons en pleine phase de reconstruction», commente Willy Lenherr, vice-chef de la section Europe, Asie, Amérique, de la Division Aide humanitaire de la DDC. Cette se-

conde phase prévoit notamment la reconstruction des structures sanitaires et des écoles, l'approvisionnement en eau potable, la remise sur pied des activités productives ainsi que la coordination de l'aide suisse et internationale.

«Dans cette phase, ce qui prend une importance particulière, c'est l'implication des citoyens et l'élément préventif des transformations, c'est-à-dire une optimisation des infrastructures à réhabiliter. Avant de reconstruire des ponts, des routes et des bâtiments, il faut planifier avec soin leur nouvel emplacement, cela afin d'éviter de nouvelles catastrophes», explique Ruth Huber, responsable au sein de la DDC de la coopération au développement en Amérique centrale. «À présent, la planification est à peu près terminée et dans toute la région, nous sommes en pleine phase de reconstruction.»

(De l'italien)

De l'aéroport à la DDC

(bf) Harry Sivec-Muniz dirige depuis le 1er novembre la section médias et communication de la DDC. Il succède à Marco Cameroni, nommé consul général à Milan.

Âgé de 40 ans, M. Sivec-Muniz a étudié la langue, la culture et la civilisation allemandes, la pédagogie ainsi que la littérature populaire à l'Université de Zurich. Il a tout d'abord été professeur d'école secondaire avant de devenir journaliste. Il a assumé la fonction de chargé de l'information auprès de Caritas Suisse, à Lucerne. Puis il a travaillé comme conseiller en communication au sein du groupe FUNDES à Bogotá. En 1996, la direction de l'aéroport de Zurich l'a nommé à la tête de son service de presse et d'information.

Rotation du personnel

(rvr) Il faut des connaissances et de l'expérience pour mener à bien des tâches complexes, notamment dans le cadre de la coopération internationale. Pour trouver en tout temps des solutions réalistes et durables, la DDC introduit un système de rotation pour son personnel opérationnel, qui changera de poste tous les trois à cinq ans. Ces déplacements auront lieu aussi bien entre le terrain et la centrale qu'entre les différents services de la centrale. Chaque année, 20 à 30 collaborateurs, soit environ 20 pour cent du personnel opérationnel, quitteront leur poste pour assumer d'autres fonctions. De quoi garantir à long terme un transfert efficace de connaissances et d'expérience au sein de la DDC, mais également entre elle et ses partenaires.

Au fait, qu'est-ce que l'urbanisation ?

(bf) Les chiffres sont éloquentes: en 1800, seuls 3 pour cent des êtres humains ne vivaient pas à la campagne. Deux cents ans plus tard, en l'an 2000, la moitié des habitants de la planète vivent en ville. À l'évidence, l'urbanisation (développement des villes) constituera l'un des grands défis du siècle prochain, plus particulièrement dans les pays en développement. Cela a d'ores et déjà été démontré par les deux conférences internationales sur l'urbanisation, qui se sont tenues à Vancouver en 1976 et à Istanbul en 1996.

La notion d'urbanisation recouvre aujourd'hui une réalité bien plus complexe que la seule croissance d'une agglomération. Elle comprend aussi tous les aspects positifs et négatifs qui en découlent: l'équilibre fragile de l'environnement, la gestion des déchets, l'approvisionnement en eau, le développement culturel, la pauvreté, les relations sociales, la promotion économique, la situation sanitaire, l'organisation du trafic, l'apparition de bidonvilles, etc.

La DDC soutient des projets d'urbanisation depuis 1978. Elle a créé un service sectoriel spécifique en 1987. Celui-ci s'occupe de projets concrets, dont les plus importants se développent au Viêt-nam, en Indonésie, au Pakistan et au Burkina Faso. Il a aussi défini les grandes lignes de la politique d'urbanisation de la DDC, sa position quant aux dimensions d'une ville et son engagement dans la lutte contre la «pauvreté urbaine».



Le Nord veut des la



Nadine Speich

Café et jus d'orange Max Havelaar, tapis STEP, bois FSC: les produits portant un label rencontrent un succès croissant auprès des consommateurs, mais ils restent controversés. Sava Buncic, de la Fondation Max Havelaar, et Nadine Speich, de la DDC, en évoquent les avantages et les inconvénients. Maria Nazareth Farani Azevêdo, de la mission brésilienne auprès de l'ONU à Genève, rejette les labels en tant qu'instrument du marché (voir encadré). Débat animé par Gabriela Neuhaus.



Keystone (6)



Qu'est-ce qu'un label?

Un label est une marque de qualité attribuée à un produit sur la base de critères précis. Le respect de ces critères fait l'objet de contrôles par un service ou un organisme indépendant. En Suisse, le secrétariat d'État à l'économie (seco) soutient Max Havelaar et STEP, les deux labels qui relèvent de la politique de développement.

« Au Brésil, la durabilité n'est pas nécessairement la même qu'en Norvège, en Suisse ou dans l'Union européenne. »

Maria Nazareth Farani Azevêdo

« Les critères du label Max Havelaar n'émanent pas seulement des pays du Nord. Ils se fondent bien plus sur des discussions menées avec des producteurs et des syndicats locaux. »

Sava Buncic

Nadine Speich: Les labels sont utiles lorsqu'ils reflètent le respect de critères écologiques et sociaux. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral envisage de les promouvoir. Cet instrument permet aux consommateurs d'assumer une certaine responsabilité face aux méthodes de production. Pour les pays en développement, cela représente un soutien important qui les encourage à respecter les aspects sociaux et écologiques dans la production.

Un seul monde: C'est justement dans les pays en développement que l'on ne voit pas toujours d'un très bon œil le succès des labels. Comment expliquer cette contradiction?

N. Speich: Pour obtenir un label, un fabricant doit améliorer ses méthodes de production. Or, une telle amélioration passe par un processus complexe. Cela commence souvent par un investissement important destiné à modifier les méthodes de production. Toutefois, le principal problème se situe au niveau de la certification: le label n'est pas gratuit. On a constaté, même dans les pays du Nord, que cette procédure coûte plus cher aux petits producteurs qu'aux grandes entreprises.

Un seul monde: En d'autres termes, les labels désavantagent encore des producteurs déjà défavorisés, car ils leur imposent des frais supplémentaires pour accéder au marché?

Sava Buncic: C'est vrai pour les labels « bio », mais pas pour le label Max Havelaar. Notre label ne coûte rien aux producteurs. Ils doivent simplement remplir certaines conditions pour figurer sur notre liste de producteurs. Leur entreprise doit être organisée de manière démocratique, c'est-à-dire que chaque membre de la coopérative doit avoir son mot à dire sur l'utilisation de la plus-value. Leurs produits doivent bien sûr présenter une certaine qualité pour satisfaire les consommateurs du Nord. Nous collaborons d'ailleurs avec des organisations non gouvernementales locales pour faire respecter ces normes minimales. Les exigences d'un label « bio » vont beaucoup plus loin. Contrairement au système de Max Havelaar, les conditions de certification varient d'un pays à l'autre. Le label biologique suisse du bourgeon, par exemple, place la barre très haut.

Un seul monde: Que font les producteurs dans cette jungle de labels?

S. Buncic: Obtenir une certification spéciale pour chaque pays, c'est trop compliqué et trop cher pour eux. Ils y renoncent donc souvent, même s'ils remplissent les conditions requises. Les exigences du marché sont pourtant claires: les gens veulent des produits portant un label « bio ».

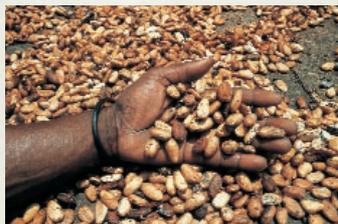
N. Speich: Les directives en vigueur jusqu'ici sont très générales. On devrait donc examiner en détail les différents critères au niveau international. Un tel

bels, le Sud les paie



Lisa Schaublin (6)

va Buncic



examen répondrait aussi aux critiques de nombreux pays en développement qui regrettent que les normes aient été élaborées du point de vue des «pays développés».

Un seul monde: Beaucoup de pays producteurs attendent du Nord une politique inverse: ils revendiquent l'abolition des barrières commerciales, afin que leur économie puisse se développer naturellement. C'est l'argumentation du Brésil, par exemple. La politique que nous menons au nom de la coopération au développement irait-elle donc à l'encontre des intérêts des bénéficiaires que nous visons?

S. Buncic: Je vois les choses différemment. Prenons l'exemple du jus d'orange Max Havelaar, que nous avons lancé en février. Environ 80 pour cent du concentré de jus d'orange vendu en Suisse provient du Brésil, pays où la production de jus d'orange est aux mains d'un puissant cartel. Quatre entreprises contrôlent à elles seules 85 pour cent de la production dans l'État de São Paulo et les petites entreprises ne peuvent souvent exporter que dans des conditions très défavorables. Grâce au label du commerce équitable, des entreprises de taille moyenne ont eu accès au marché international, ce qui profite aux

cueilleurs de leurs plantations, généralement très mal lotis. Les primes de Max Havelaar financent aussi des projets destinés à ces groupes défavorisés. Une totale liberté de commerce ne signifie justement pas que tout est ouvert et accessible à tous.

Un seul monde: En somme, les labels sont un instrument destiné aux marchés du Nord et il n'a une signification au Sud que pour les producteurs tournés vers l'exportation.

N. Speich: Dans les agglomérations importantes du Sud, une portion croissante de la population s'intéresse aux produits biologiques. Je pense que l'approvisionnement des villes et des régions de leur propre pays offre aux producteurs du Sud bien plus de débouchés potentiels que l'exportation.



Olivia Heusser

Un seul monde: Quel est l'avenir des labels? Occuperont-ils toujours plus de place ou sont-ils voués à disparaître?

S. Buncic: Je souhaite que les labels, comme celui de Max Havelaar, préservent leur influence sur l'économie. C'est peut-être notre part du marché (13 à 15 pour cent) qui a obligé Chiquita à respecter certains critères sociaux dans ses plantations. De tels exemples sont réjouissants et j'espère qu'ils feront école.

N. Speich: Le label est très utile pour commercialiser des biens issus d'une production durable et il est très bien accepté car la certification est volontaire. Il faudrait à présent imposer des critères compa-

rables pour tous les labels, qui comprendraient aussi bien des exigences écologiques que sociales. Ce système a cependant des limites: l'introduction de labels améliore certes constamment les normes de production, ce qui est positif en soi. Mais il faut aussi trouver un moyen d'appliquer des mesures plus restrictives pour mettre fin à d'autres abus tels que l'exploitation des enfants ou les atteintes graves à l'environnement.

(De l'allemand)

Maria Nazareth Farani Azevêdo, mission brésilienne auprès de l'ONU, Genève



« Les labels sont une source de discriminations et de barrières commerciales injustes. La certification est certes volontaire, mais les producteurs n'ont guère le choix: les politiques d'information et de relations publiques menées au Nord auront tôt fait d'évincer du marché les produits non certifiés. Autrement dit, s'il veut exporter, un producteur doit assumer les frais de la certification. Les labels veulent tout soumettre aux mêmes principes, que ce soit dans le domaine social, écologique ou du droit du travail. Cette volonté cache souvent une forme de protectionnisme. Or, il est impossible de comparer deux sites de production. Les conditions climatiques qui règnent au Brésil permettent par exemple à l'industrie du papier d'exploiter durablement une forêt en un cycle de quinze ans, alors que les

normes européennes se fondent sur un cycle de trente ans. Dans de tels cas, il importe de tenir compte des particularités locales et de reconnaître la différence entre les besoins réciproques.

Ces dernières années, nous avons longuement débattu des *Directives générales* au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cependant, tous les éléments réunis sous cette appellation sont hautement subjectifs. À mon avis, nous disposons grâce à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT 94) d'une réglementation suffisante pour garantir la durabilité. Il suffirait de l'appliquer correctement. »



Un petit homme parti de Palerme

N'importe quel jeune qui compose et joue de la musique, seul ou avec un groupe de camarades, rêve de pouvoir en vivre un jour. De pouvoir ainsi réaliser l'hypothèse merveilleuse de gagner sa vie et de façonner son avenir grâce à sa propre imagination. Je n'ai pas fait exception à cette règle. J'étais tellement convaincu de la justesse de mon choix qu'à l'âge de 22 ans, sans avoir achevé mes études universitaires, j'ai abandonné veaux, vaches, cochons et couvées (si l'on peut dire) pour m'embarquer dans le premier train qui fonçait vers le nord. Quittant ma ville natale de Palerme, je parlais à la conquête du monde.

J'en étais sûr: quelque part, quelqu'un m'attendait, moi et ma musique.

Du reste, à cet âge-là, chaque jour est aussi long qu'une année et l'étendue du ciel semble tellement infinie que l'on ne distingue plus rien.

La réalisation du rêve du musicien correspond à l'un des contes métropolitains les plus classiques du monde contemporain: comment un petit homme, perdu parmi des millions et des millions de semblables parviendra-t-il à faire entendre sa voix?

C'est justement là que le bât blesse. Peu à peu, on commence à faire des calculs. Parce qu'il faut réussir à tout prix, on sacrifie l'idéalisme des premiers temps et la pureté des sentiments – qui sont justement ce qui fait naître la créativité. Tout à coup, on découvre qu'il faut faire des compromis. Que notre musique n'existe pas, en termes commerciaux, si aucun public n'est là pour l'écouter.

On découvre encore que le musicien est séparé du public par un océan de structures et d'intermédiaires, dont les maisons de disques et les distributeurs. Il ne s'agit pas de structures institutionnelles qui font leur choix selon des critères objectifs de qualité, mais d'entreprises qui achètent et vendent. Elles ont un chiffre d'affaires, des employés et leur unique objectif est de faire un maximum de bénéfices. Dans ce cas, le produit vendu n'est pas un détergent, c'est de la musique, mais le concept reste le même.

Et puis il y a les agents, les organisateurs de concerts, de festivals, les stations de radio et les chaînes de télévision. Plus elles sont importantes et puissantes, plus les télévisions parviennent à manipuler les goûts du public et plus elles se font arrogantes et susceptibles. Le musicien croit que les mass media sont la panacée qui lui permettra de réaliser ses ambitions. Mais dans le meilleur des cas, il va se retrouver rapidement à faire des apparitions dans des programmes ridicules destinés à des déments insatiables. Et cela sera mélangé comme la soupe d'un chaudron honteux où tout a sa place: les réfugiés du Kosovo et les milliers de morts en direct côtoient des fesses et des poitrines plantureuses.

Mais où en étions-nous?

Ah oui! La musique. Cette capacité sonore merveilleuse et excentrique qui permet d'évoquer les sensations les plus subtiles de l'âme. J'ai du respect pour elle et pour la passion

qu'elle continue à m'inspirer. Mais alors que j'ai eu la chance d'échapper au scénario évoqué plus haut, grâce à un parcours professionnel fort heureusement plus individualiste, si je devais recommencer, je choisirais de faire autre chose.

Parce que c'est tellement plus beau de s'asseoir le soir devant son piano ou de prendre sa guitare pour le simple plaisir de jouer, sans devoir se demander: est-ce que cela va plaire ou non?

C'est tellement plus beau de rêver de ses propres vers, de ses propres mélodies, plutôt que de vouloir conquérir le succès et la popularité en vendant l'enfant et le garçon qu'on a été. Je n'ai qu'un souhait: si on me voit un jour traîner d'une scène à l'autre – comme nombre de mes illustres collègues – sans avoir plus rien à dire et à donner, je veux qu'on me le dise bien haut. Et je me souviendrai de ces réflexions de fin de millénaire.

(De l'italien)



FABIO LOBINO

Pippo Pollina

est un auteur-compositeur sicilien établi à Zurich. Son dernier CD vient de sortir: lorsque quelqu'un intitule son disque *Rossacuore* (cœur rouge) et porte un nom italien, on peut craindre le pire. Mais ceux qui connaissent Pollina et sa musique savent que, chez lui, ce titre ne peut pas correspondre au kitsch sentimental d'un *crooner* italien larmoyant. Il ne peut que refléter l'engagement politique et social qui constitue dans la vie de Pollina une constante aussi importante que la musique. Pippo Pollina est né à Palerme en 1963. Tandis qu'il étudiait le droit, la guitare classique et la théorie de la musique, il écrivait des articles contre la mafia dans le journal *I siciliani*. Il appartenait au mouvement anti-mafia dont la figure de proue n'était autre que le juge d'instruction Giovanni Falcone, assassiné depuis. Bien que sa vie ait été menacée, le jeune homme a quitté sa patrie en 1986 plus par désillusion que par peur. Depuis 1989, il réside la plupart du temps à Zurich.

La richesse de la culture africaine reflète l'inébranlable volonté de vivre de ce continent. Mais l'Afrique a aussi ses zones d'ombre, comme les guerres civiles qui n'en finissent pas. Un bien triste chapitre a été écrit par les enfants-soldats du Libéria et de Sierra Leone. C'est à eux que la Zurichoise Alice Schmid a consacré son documentaire émouvant «*Behind my closed eyes*». De Stefan Hartmann*.

Les enfants-soldats du Libéria



images du film



La guerre civile a sévi à Monrovia de 1989 à 1996. Les habitants errent aujourd'hui au milieu de bâtiments détruits par le feu et les bombes, en quête de quelque subsistance. La lutte sanglante pour le pouvoir au Libéria est tristement connue sous le nom de «guerre des enfants». En effet, 6000 enfants-soldats ont semé la terreur parmi la population. Ces «seigneurs de la rue», armés jusqu'aux dents, étaient âgés de 7 à 17 ans.

Les images qu'Alice Schmid a ramenées de la capitale libérienne – ou de ce qu'il en reste après la folie des combats – ont quelque chose d'oppressant. Elles ont été tournées tôt le matin, car il est interdit de filmer. Le fait d'être surpris la caméra au poing peut même coûter la vie. Le chaos le plus total règne au Libéria, bien que le pays soit dirigé depuis 1997 par un gouvernement démocratiquement élu, avec à sa tête l'ancien chef de guerre Charles Taylor. Alors qu'Alice Schmid était en repérages en janvier dernier, deux journalistes blancs ont été tués en Sierra Leone, pays voisin du Libéria.

Le film *Behind my closed eyes* retrace le destin de cinq «vétérans» de la guerre qui ont aujourd'hui entre 21 et 22 ans. Enfants, ils ont été recrutés de force par les commandos des *warlords*. Quelque part dans les ruines d'une Monrovia à l'abandon, ils évoquent, dans des conditions parfois difficiles, leurs vies ratées et leurs nuits sans sommeil peuplées de cauchemars. Des larmes roulent sur des visages muets, couverts de cicatrices. D'une voix hésitante, Maude, Joséphine et Roberta racontent, de leur côté, comment on les a obligées à tuer, mais aussi droguées et violées. Leurs récits révèlent une guerre inhumaine, où toute forme d'ordre a disparu. Utilisant les images figées et la distance que confère le noir et blanc, Alice Schmid fait ressortir l'horreur et la douleur sur les visages. La musique du film se résume aux chants tristes d'une troupe de danseurs rencontrée à Monrovia par l'entremise du journaliste de radio Manjou Borley (42 ans). C'est d'ailleurs lui qui a permis à Alice Schmid de tourner ce film, puisqu'il l'a aidée à dissiper la méfiance des «vétérans».

Sketches à 6 heures du matin

Cette guerre atroce n'a épargné personne. Manjou Borley a dû assister à la mort de son propre fils. Après avoir été ministre de la culture dans le gouvernement transitoire de 1996, il dirige aujourd'hui le *Talking Drum Studio*, un groupe radiophonique composé de gens des médias et du théâtre. Dans un studio très sommaire, ils enregistrent des sketches sur la guerre et sur le peuple déraciné, sur la paix et sur la réconciliation. La troupe est financée par les Pays-Bas. Cette demi-douzaine d'acteurs et d'actrices se donnent à fond : ils gesticulent, chantent et crient de toutes leurs forces devant les microphones. Ils vivent à l'unisson avec leurs compatriotes. Leurs sketches quotidiens sont diffusés par neuf stations de radio privées du pays. «Nous voulons briser le cercle vicieux de la violence et des tueries, mais nos textes doivent rester apolitiques», a déclaré Manjou Borley lors de la projection du film à Zurich en juillet dernier. «La radio est notre seul moyen de communication», poursuit-il. Dans les villages des zones rurales, les

radios à manivelle sont le «cordon ombilical» qui relie les habitants au reste du monde. Les voies de communication ne sont pas sûres et en partie détruites. Les journaux ne parviennent pas dans les régions reculées. «Notre pays est en proie à l'anarchie», lance la troupe de Manjou dans un sketch. Le matin à six heures, lorsque la nouvelle production du *Talking Drum Studio* est diffusée sur les ondes, la moitié du pays est à l'écoute. Il arrive d'ailleurs souvent que le président lui-même branche son transistor. «Chaque jour, nous transmettons un message aux gens», raconte Manjou Borley. «C'est le message de la réconciliation.»

(De l'allemand)

*Stefan Hartmann est journaliste libre au Presseladen de Zurich



Exploitation des enfants

La cinéaste zurichoise Alice Schmid, 48 ans, réalise et produit depuis des années des films qui ont tous pour thème les enfants et la violence. Elle s'intéresse aux diverses formes d'exploitation : en 1993, son film *Sag nein* (28 min.) dénonçait l'inceste et les abus sexuels. En 1998, elle a tourné *Einmal im Leben ins Kino* (26 min.) qui s'en prend à l'exploitation des enfants dans l'industrie des tapis en Inde.

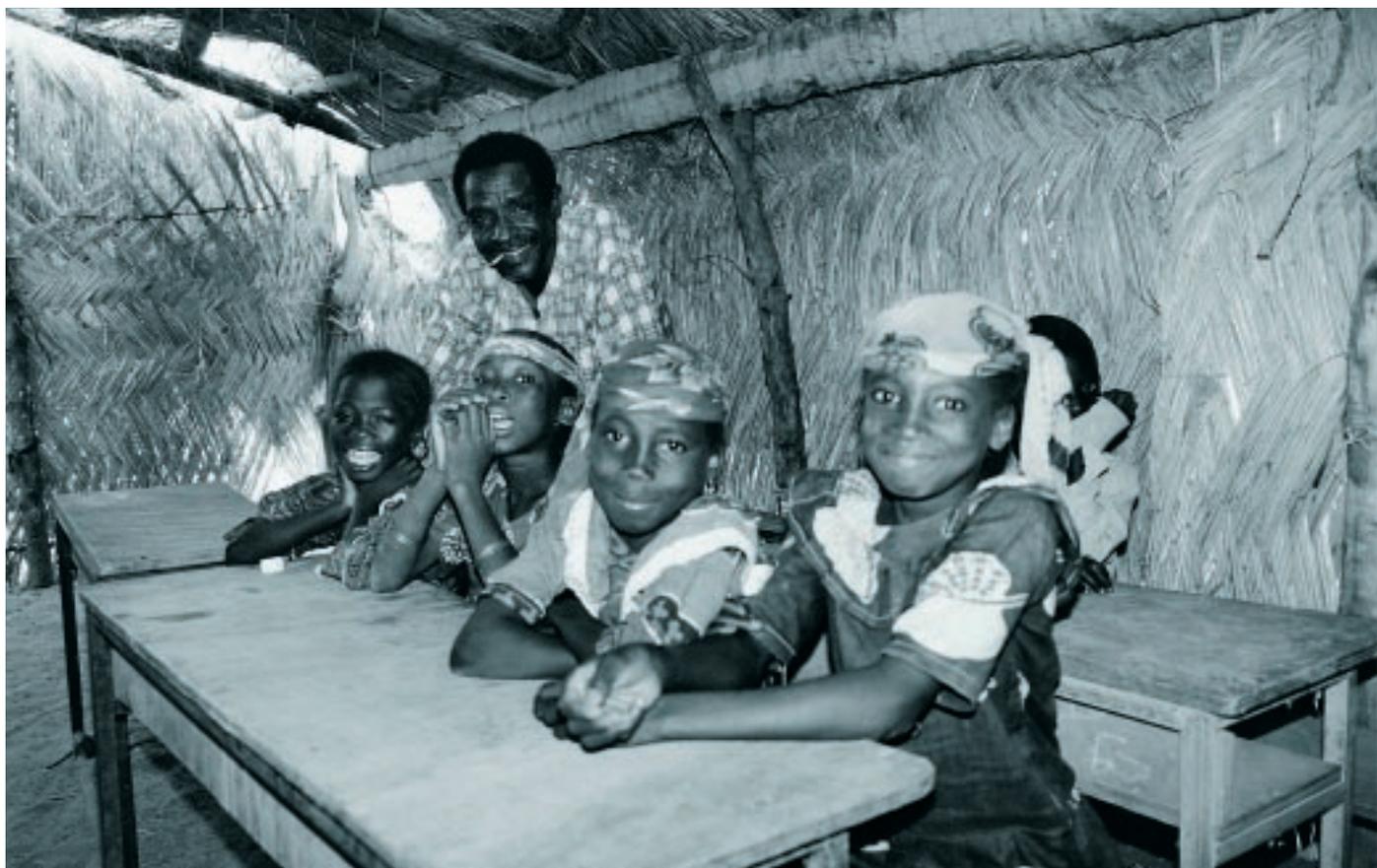
La réalisatrice se préoccupe d'autre part des enfants victimes de la guerre. Elle a abordé à plusieurs reprises ce sujet tragique. Au Cambodge, elle a tourné en 1996 *Briefe an Erwachsene* (52 min.), un drame sur l'affreux héritage que sont les mines antipersonnel. Avec *Behind my closed eyes*, elle dévoile à présent l'un des aspects les plus sombres de la guerre, celui des enfants-soldats en Afrique.

Son approche cinématographique des différentes formes de violence envers les enfants lui a déjà valu une demi-douzaine de distinctions. *Behind my closed eyes* a été produit avec l'aide de la DDC.



Écho de voix féminines au Niger

Le disque *Women's World Music* s'est vendu à près de 38 000 exemplaires. Une bonne surprise pour tous ceux qui y ont collaboré. Les bénéfices ont permis à l'Association nigérienne des enseignants de financer un projet de scolarisation des jeunes filles. De Beni Güntert*.



Kuno Schall

La DDC et la maison cod-tuxedo ont présenté leur compilation des plus belles voix féminines du Sud en 1995, lors du festival africain de la Pentecôte (Afro-Pfingsten), à Winterthur, où se produisait notamment le légendaire groupe féminin «Les Go de Kotéba» d'Abidjan. À ce moment-là, nul n'aurait pu prévoir que le disque allait remporter un tel succès. «La demande a crû petit à petit, comme si la renommée de *Women's World Music* se faisait par le bouche à oreille. Depuis la fin de 1997, nous ne pouvons plus presser de nouveaux exemplaires en raison des droits de reproduction. Le disque est donc épuisé», déclare Felix Lotze, responsable de la production chez cod-tuxedo.

La DDC a atteint son principal objectif, qui était de donner une voix aux femmes du Sud à la veille de la Conférence mondiale sur les femmes et le développement, et de souligner leur rôle dans le processus de développement. Le disque a rapporté quelque 30 000 francs, somme que la DDC a voulu investir dans un projet en faveur de jeunes femmes. C'est le bureau suisse de coordination au Niger qui a découvert, en 1995 déjà, le projet adéquat : l'Association nationale des enseignants voulait augmenter le taux de scolarisation des jeunes filles, mais elle n'avait pas de quoi financer son initiative. Dans un récent rapport, Catherine Timbo, responsable du

programme pour les femmes au Niger, fait le bilan de deux années de travail : dans six villages, enseignantes et parents collaborent pour assurer la formation des jeunes filles. L'école a été revalorisée car les villageois ont leur mot à dire sur l'enseignement et leur participation a permis d'élaborer des cours d'artisanat. Les jeunes filles acquièrent des connaissances pratiques et vitales sur l'hygiène et sur l'alimentation des enfants, sur la culture des légumes, l'élevage, la couture et le tricot. Il est rare que des élèves quittent l'école en cours de scolarité. Leurs parents les encouragent à poursuivre leur formation. Il reste toutefois beaucoup à faire, surtout en matière de

pédagogie et de gestion de micro-projets. Mais tous les espoirs sont permis, puisque ce projet s'inscrit dès l'année prochaine dans un programme de développement plus vaste de la DDC pour la région de Gaya. Il pourra ainsi s'étendre à d'autres villages. Les bonnes idées se propagent vite.

(De l'allemand)

*Beni Güntert est collaborateur de la section médias et communication de la DDC

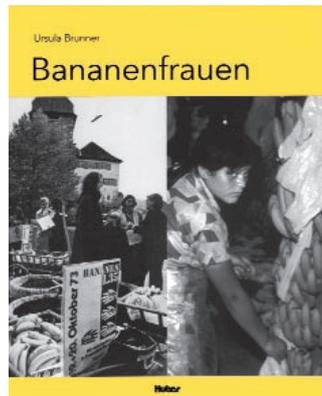
Les Balkans à l'école

(gnt) Les Éditions scolaires du canton de Berne (BLMV) publient une nouvelle collection de manuels consacrés à l'actualité. Intitulée *Zur Zeit*, elle fournit aux enseignants du secondaire un matériel didactique et des informations fiables sur des thèmes d'actualité. Un des premiers cahiers est consacré aux Balkans. Il reprend l'histoire de la région et analyse l'évolution des États nés après la chute du Mur de Berlin et le démantèlement de la Yougoslavie. Des spécialistes expliquent le rôle de l'ONU, de l'OTAN et des médias. Un membre du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) prend position. Le cahier s'intéresse aussi à la manière dont les jeunes réfugiés en Suisse suivent l'évolution de leur patrie. Un outil pratique pour mieux comprendre les enfants de réfugiés qui fréquentent les écoles suisses, le contexte politique et les actions entreprises par la Suisse dans les Balkans.

Commandes: dans les librairies, sur Internet (www.blmv.ch) ou directement auprès des Éditions scolaires du canton de Berne, Güterstrasse 13, 3008 Berne. N'existe qu'en allemand

En partant des bananes

(bf) Un jour, une femme s'est demandé pourquoi les bananes coûtaient si peu et d'autres femmes sont venues se joindre à la réflexion. C'est ainsi qu'est né le groupe «Bananenfrauen». La Thurgovienne Ursula Brunner raconte l'histoire passionnante de ces militantes qui sont parties des bananes pour s'initier peu à peu aux arcanes de l'économie et des échanges mondiaux. Elles ont osé s'aventurer avec succès sur un terrain presque toujours dominé par les hommes. Elles ont bravé les préjugés selon lesquels elles ne pouvaient rien y comprendre et n'avaient aucun



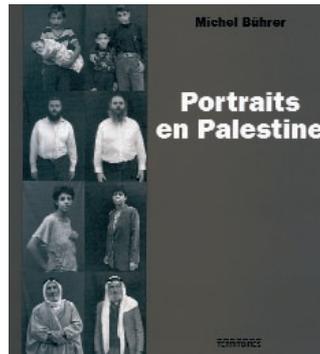
sens de la *Realpolitik*. Ursula Brunner, co-fondatrice du groupe, et les autres militantes ont lancé le commerce équitable en Suisse. Elles ont initié un mouvement qui a largement dépassé l'acte de résistance initial. Ce livre captivant relate une étape dans l'histoire de la politique de développement. *Ursula Brunner, «Bananenfrauen», Verlag Huber, Frauenfeld*

Dix ans plus tard...

(vuc) Environ 2,6 millions de Palestiniens et 170 000 Israéliens vivent en Cisjordanie et à Gaza. Les premiers sont nés là ou sont des réfugiés, les seconds se sont installés dans ce qu'ils estiment être leur terre. En 1988 et 1989, le photographe Michel Bühler a réalisé une série de portraits de quelques-uns d'entre eux au gré des rencontres.

Dix ans plus tard, le nombre des implantations israéliennes ont augmenté, les villes sont passées sous contrôle palestinien. Michel Bühler a retrouvé les gens qu'il avait photographiés et en a fait une deuxième série de portraits. Ces images et celles d'il y a dix ans sont présentées dans un livre dont la DDC notamment a soutenu la parution. Des textes retracent le parcours des 38 protagonistes.

Michel Bühler, «Portraits en Palestine», édition bilingue (français/anglais), 1999, Éditions Territoires, Pierre Lipschutz éditeur, 5 rue de Cornavin, 1201 Genève

**Un photographe engagé**

(lit) Enfant, Luc Chessex rêvait de «faire le tour du monde en 80 jours». C'est ce rêve qui sous-tend le dernier livre du photographe lausannois. Dans *Around the World*, cet ancien spécialiste de l'Amérique latine se consacre à de nouveaux continents. Un travail de huit ans, dont le résultat est un ouvrage magnifique qui rassemble des photos tendres, parfois pleines d'humour, mais jamais indiscretes, du quotidien tel qu'il est vécu en Asie, en Afrique, en Australie et sur les deux continents américains. *Around the World* prouve que Luc Chessex est l'un des meilleurs parmi les photographes socialement engagés.

Luc Chessex, «Around the World», Lutz Verlag

Poésie du Sahel

(lit) Sendégué est un petit village blotti au milieu du delta intérieur que forme le Niger au Mali, là où le fleuve et le désert se rencontrent. Les photos en noir et blanc du Français Bernard Descamps misent sur le lyrisme pour montrer Sendégué, ses habitants et le paysage unique du delta. Ces images paisibles se marient parfaitement avec les poésies peules choisies par Christiane Seydou. Ces éleveurs traditionnels du Sahel entretiennent en effet une littérature riche, mais encore méconnue, qui célèbre les

principaux éléments de leur vie : le fleuve, la terre, le village, les troupeaux et le vent.
Bernard Descamps (photographies), «Le don du fleuve». Poèmes peuls recueillis et présentés par Christiane Seydou, Filigranes Éditions, 1998

Keïta! L'héritage du griot

Film (bf) Un vieux griot aimerait exercer son art une dernière fois avant de mourir. Conteur de sa tribu, il était chargé de conserver dans sa mémoire l'histoire de son peuple et de chacune de ses familles, afin de la transmettre à ses descendants. Il se rend donc à la ville pour raconter à son petit-fils Mambo Keïta l'origine et l'histoire de leur patronyme. Il lui conte l'épopée de Sundjata Keïta, le fondateur légendaire de l'empire mandingue et fils de la femme-buffle. Mambo Keïta est tellement fasciné qu'il fait l'école buissonnière pour écouter les récits de son grand-père, ce qui déplaît à ses parents. La tradition et l'héritage culturel entrent en conflit avec le mode de vie moderne.

Vente / location : ZOOM
tél. 01 432 46 60
verleih@zoom.ch
Éducation et Développement,
tél. 031 389 20 21
info@bern.globaleducation.ch
Informations et conseils :
service «Films pour un seul monde»,
tél. 031 398 20 88
mail@filmeeinelwelt.ch

Formation postgrade en coopération

Cours L'EPFZ propose ces prochains mois plusieurs cours en vue de la préparation du diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL) : 29.11. – 2.12. Corruption et lutte contre la corruption dans les pays en développement 10.1. – 12.1. Promotion de

la bonne gestion des affaires publiques dans les pays en développement sous les aspects culturel, politique et historique 24.1. – 26.1. Le savoir local dans la coopération au développement 27.1. – 28.1. Gestion des connaissances au sein des organismes de développement 7.2. – 10.2. Processus multicritères d'évaluation ex-ante 27.3. – 31.3. Introduction à la planification de projets et de programmes

Renseignements et inscriptions :
secrétariat du NADEL,
centre EPFZ, 8092 Zurich
tél. 01 632 42 40
délai d'inscription :
un mois avant le début du cours

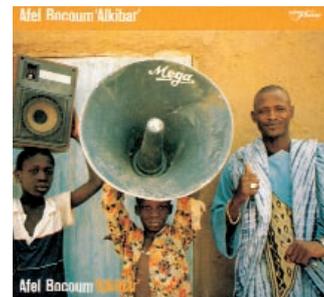
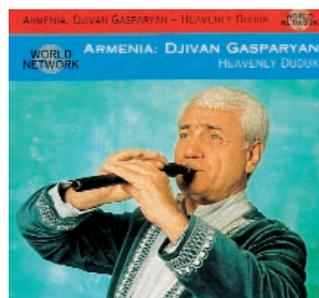
Améliorer la sécurité alimentaire

(vuc) Quelque 800 millions de personnes – soit près de 15 pour cent de la population mondiale – ne mangent toujours pas à leur faim alors que la production alimentaire permettrait de nourrir tous les habitants de la planète. La faim est la conséquence directe de la pauvreté. Et lutter durablement contre la faim, c'est s'attaquer à la racine de tous les maux qu'est la pauvreté. Lors du Sommet mondial de l'alimentation, qui s'était tenu à Rome en 1996, la communauté internationale avait adopté un Plan d'action pour lutter contre la faim et atténuer ses conséquences. La brochure *Éradiquer la faim dans le monde* fait connaître les sept engagements de ce plan qui vise à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015, en dépit de la croissance démographique. Éditée conjointement par la DDC et l'Office fédéral de l'agriculture, elle présente aussi des prises de position d'ONG et des exemples qui illustrent des actions entreprises par la coopération suisse dans les pays en développement.

La brochure «Éradiquer la faim dans le monde. Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Participation de la Suisse à l'amélioration de la sécurité alimentaire» peut être commandée auprès de: DDC, service OMC/CNUCED/sécurité alimentaire, 3003 Berne, tél. 031 324 01 64, fax 031 324 16 92. Elle existe en version française, allemande et italienne

Des perles tziganes

Musique (gnt) Les disques de la maison World Network sont de véritables colliers de perles. Depuis sept ans, cette société allemande met en vente le meilleur de la musique populaire contemporaine en provenance de tous les coins de la planète. On peut ainsi se laisser bercer par le mystère du *duduk* (flûte) d'un Djivan Gasparian d'Arménie ou partager la fièvre du samedi soir dans un village du Pérou, d'Azerbaïdjan ou de Zanzibar. Les amateurs de *world music* apprécieront surtout les doubles albums de World Network. L'un d'eux rassemble des hommages à Nusrat Fateh Ali Khan, maître de la musique érotico-mystique *qawwali* du Pakistan, qui est décédé en 1998. Le dernier de ces bijoux est un clin d'œil aux Gipsy Kings, puisqu'il s'intitule *Gipsy Queens*: des chansons tziganes des Balkans et d'Andalousie à vous couper le souffle. Pour les faire vivre, World Network a choisi les voix chaudes et passionnées de chanteuses largement inconnues



dans nos contrées, comme Esma Redzepova, La Macanita, Gabi Lunca ou Mitsou.
World Network : Peru ; Azerbaïdjan, Armenia ; Gipsy Queens, Road of the Gypsies ; Sufi Soul ; Nusrat Fateh Ali Khan, etc. (Distribution en Suisse : cod-tuxedo)

Le blues coule au Mali

(gnt) Au Mali, la scène musicale évolue très vite. À la musique pop électrique qu'affectionnaient leurs prédécesseurs de renommée mondiale, tels Salif Keïta ou Oumou Sangaré, les jeunes musiciens préfèrent aujourd'hui des rythmes répétitifs, presque hypnotiques. Il s'agit de musiques écrites sur les rives du Niger, que les bateliers traversent à la rame (Afel Bocoum), ou dans la chaleur d'un village qui voit passer quatre voitures par semaine (Ali Farka Touré). En citadin solitaire, Issa Bagayogo a opté pour un blues où les synthétiseurs et les effets en boucle réalisés en studio entrecoupent la mélodie du luth *kamelen goni*. Il y a aussi les témoignages de Boubacar Traoré, l'ex-vedette du football devenu le «Chuck Berry de Bamako» et la rencontre de deux maîtres charismatiques: Taj Mahal, vieux briscard du blues du Missouri, et Toumani Diabaté, virtuose de la *kora*.
Ali Farka Touré : Niafunké ; Afel Bocoum : Alkibar (World Circuit / Rec Rec) ; Issa Bagayogo : Sya (Cobalt / Rec Rec) ; Taj Mahal & Toumani Diabaté : Kulanjan (Hannibal / cod-tuxedo) ; Boubacar Traoré : Maciré (Indigo / Rec Rec)

Annuaire

Les pharaons et nous

Nous connaissons tous les pyramides. Mais que se passait-il chez nous, en Europe, lorsque les Égyptiens érigeaient ces constructions colossales? Nous étions nous aussi déjà descendus de l'arbre. Avec sa nouvelle exposition permanente «Pyramides et constructions sur pilotis: 3000 ans de développement culturel autour de la Méditerranée», le Musée des cultures ose une démarche peu habituelle: établir un rapport entre la culture écrite de l'ancienne Égypte et les cultures non écrites qui prévalaient à la même époque de l'Ukraine aux lacs suisses et de l'Apulie à Bâle. De nombreux objets seront présentés au public pour la première fois: le biface de Bettingen, trouvé en 1998 et vieux de 100 000 ans; une épée de bronze de Huningue, une voiturette d'argile de Syrie, etc.

Bâle, Musée des cultures

Pillage culturel

Ces dernières décennies, les fouilles sauvages, le pillage et le commerce illégal de biens culturels ont pris des proportions inquiétantes. Le vol d'objets sacrés ou de culte a souvent des conséquences graves et ce trafic n'épargne pas la Suisse. En ratifiant



Simon Isler

la Convention de l'UNESCO, la Confédération s'est engagée à protéger sa propre culture, à enrayer l'importation et l'exportation illégales de biens culturels. Le Musée Schwab de Bienne présente une exposition passionnante, réalisée avec divers partenaires. Intitulée «Sans masques, nous sommes comme un arbre sans racines», l'exposition montre, à l'exemple du Burkina Faso, les conséquences que le pillage culturel peut avoir sur un peuple. Le musée

organise également un forum sur le sujet, qui réunira des participants suisses et étrangers.

Bienne, Musée Schwab, Faubourg du Lac 50, jusqu'au 5 mars 2000

Le calendrier du forum peut être obtenu par téléphone (032 322 76 03) ou sur Internet (www.bielstar.ch/culture/musee)

Musique afghane

L'Ensemble Kaboul se consacre entièrement à la musique traditionnelle d'Afghanistan. Son répertoire comprend aussi bien des chansons d'amour ou de mariage que des compositions instrumentales d'une grande technicité. Le concert est emmené par deux percussionnistes exceptionnels, mondialement connus: Yossouf Mahmood, le joueur de *tabla* vivant à Londres, et Ustad Malang Nadjrabai, le roi incontesté des tambours Zerbaghali, figure de proue de la musique afghane, qui vient spécialement de la ville pakistanaise de Peshawar pour donner ce concert.

Genève, la Cité bleue, 3 décembre 1999

Chants mystiques

Ustad Gulam Hassan Shagan a 67 ans et vit à Lahore, au Pakistan. Il est le principal emblème de la prestigieuse école de chant de Gwalior, au nord de l'Inde. Fondée au 16^e siècle, l'école s'est de tout temps consacrée à la musique mystique et méditative. Bien qu'il soit vénéré comme un grand maître dans son pays et que la beauté de sa voix reste intacte, Ustad Gulam Hassan Shagan n'a encore guère donné de concerts en dehors de sa patrie. À Genève, il se produira en compagnie de son fils et de deux percussionnistes.

Genève, la Cité bleue, 18 février 2000

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure suisse. Il paraît quatre à cinq fois par année en français, allemand et italien.

Le dossier du double numéro 4/5 de fin octobre était consacré à «La Suisse à Bruxelles». Le premier numéro de l'an 2000 (parution mi-janvier) aura pour thème principal «Après la guerre au Kosovo».

Vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à: «La Suisse et le monde» c/o Schaer Thun AG Industriestrasse 12 3661 Uetendorf

ou par e-mail (druckzentrum@schaerthun.ch)

Impressum :

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction :

Toni Linder (responsable) Catherine Vuffray (vuc) Sarah Grosjean (gis) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegelé (vor) Stefan Kaspar (kst) Gabriella Spirli (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production) Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr) Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie :

City Comp SA, Morges

Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Section médias et communication, 3003 Berne.

Tél. 031 322 34 40

Fax 031 324 13 48

E-mail : info@sdsc.admin.ch

39785

Couverture: Magnum/Steven Mc Curry

Internet: www.sdc.gov.ch

« Un seul monde »

Coupon de commande et de changement d'adresse

● Je voudrais m'abonner à « Un seul monde ». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir ex. en français, ex. en allemand, ex. en italien.

● Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 4/1999 de « Un seul monde » :
..... exemplaire(s) en français, exemplaire(s) en allemand, exemplaire(s) en italien.

● J'ai changé d'adresse

Nom et prénom: _____

Éventuellement institution,
organisation: _____

Adresse (en majuscules): _____

N° postal, localité: _____

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

